



Pré-inventaire du patrimoine agricole de la MRC des Basques

Synthèse historique

Adresse

4529 rue Clark, bureau 404
Montréal (Québec)
H2T 2T3
www.enclume.ca

Chargée de projet

Ève Renaud-Roy
Designer de l’environnement et aménagiste
e.renaud.roy@enclume.ca
T. 514.553.8253

Équipe de réalisation

Cindy Morin, spécialiste en patrimoine bâti
Élie Desrochers, aménagiste et géomaticien
Amélie Brière, agente de développement en patrimoine bâti à la MRC des Basques
Andrée-Anne Coll, urbaniste

Date

avril 2025

Pour le compte de

MRC des Basques
T. 418.851.3206
mrc@mrcdesbasques.com
400-2, rue Jean-Rioux
Trois-Pistoles, Qc. GOL 4K0

Remerciements

Nous désirons remercier les personnes et institutions suivantes pour leur précieuse collaboration et leur aide à la réalisation de cette étude :

- Bertin Denis, préfet de la MRC des Basques et agriculteur
- Giovanni Lebel, agent de développement agricole de la MRC des Basques, ancien agriculteur, ancien fonctionnaire de la Financière agricole
- René Roy, agroéconomiste retraité spécialisé en production laitière, ancien conseiller en gestion au Groupe conseil agricole de la Côte-du-Sud
- Société d’histoire et de généalogie de Trois-Pistoles

Table des matières

1	Mise en contexte du mandat
2	Ligne du temps
6	Évolution de l’agriculture
7	17 ^e et 18 ^e siècles — Les premiers colons
9	19 ^e siècle — Accélération du peuplement bas-laurentien
14	20 ^e siècle — Modernisation et spécialisation
16	Première Guerre mondiale — Une ère de prospérité
19	L’entre-deux-guerres et l’exode rural
25	L’après-guerre et la spécialisation des productions
33	De nos jours
34	Notes de fin

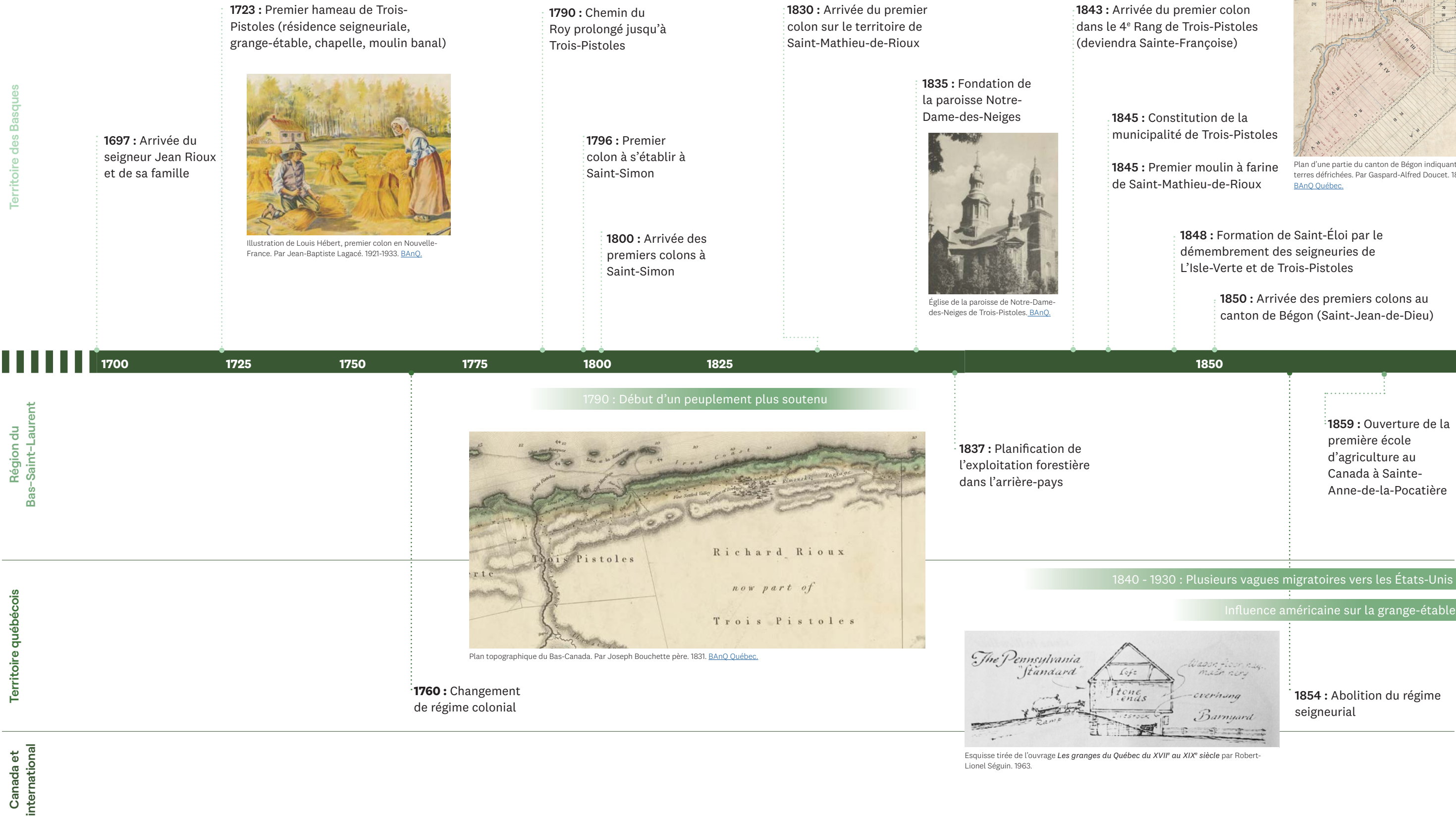
Le développement agricole du territoire de la MRC des Basques s'inscrit dans une histoire marquée par l'adaptation aux réalités géographiques et climatiques de la région. Depuis les premières pratiques agricoles des peuples autochtones jusqu'à la structuration du paysage rural par les colons européens, l'agriculture a évolué au rythme des transformations économiques, technologiques et sociales. Les grands événements internationaux autant que locaux ont laissé leurs marques.

Ce document retrace les grandes étapes de cette évolution, mettant en lumière les défis rencontrés, les choix qui ont façonné l'occupation du territoire et l'impact des politiques agricoles sur les modes de production locaux.

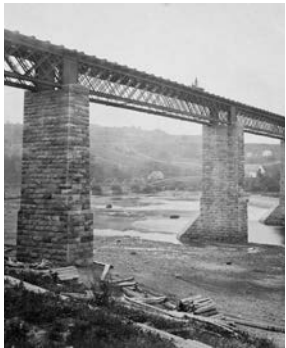
Cette synthèse est le résultat de recherches à la fois dans les sources primaires (archives) et secondaires (monographies), dans les photographies anciennes et dans la mémoire vivante grâce à l'enquête orale. Les propos sont traduits dans une dimension à la fois spatiale et chronologique.



Ligne du temps



Territoire des Basques



Pont de l'Intercolonial au-dessus de la rivière Trois-Pistoles, 1875. Crédit : Alexander Henderson [Bibliothèque et Archives Canada](#).

1880 : Arrivée des premiers colons sur le territoire de Sainte-Rita

1883 : Ouverture de la beurrerie d'Alphonse Nicole à Saint-Simon



Beurrerie de M. Alphonse Nicole, Saint-Simon. Fonds Famille Nicole. BANQ Rimouski

1890 : Saint-Mathieu-de-Rioux perd 10 % de sa population (migration)

1891 : Première beurrerie de Saint-Mathieu

1893 : Première beurrerie de Trois-Pistoles

1898 : Première association agricole à Saint-Mathieu

1910 : Arrivée des premiers colons sur le territoire de Saint-Médard



Ouverture d'un Rang sur le canton de Bédard (Saint-Médard). Par Eugène Gagné. 1935. [BAnQ Québec](#).

1922 : Premier grand feu à Sainte-Rita qui détruit maisons, étables et forêt

1922 : Deuxième grand feu à Sainte-Rita qui détruit maisons, étables et forêt

1928 : Électrification du village de Saint-Mathieu

1935 : Troisième grand feu à Sainte-Rita qui détruit maisons, étables et forêt

1937 : Première beurrerie de Sainte-Rita



Village de Saint-Mathieu. 1938. [BAnQ Rimouski](#).

Colonisation du haut pays

1875

1900

1925

L'arrière-pays se développe alors que le littoral se densifie

Mécanisation du travail, accroissement de la productivité, intensification de la production laitière

Région du Bas-Saint-Laurent

1869 - 1873 : Construction et ouverture du chemin de fer de l'Intercolonial.

1881 : Fondation de la première école d'industrie laitière du Canada au Bas-Saint-Laurent (Saint-Denis-de-la-Bouteillerie)

1890-1900 : Développement de l'agriculture : augmentation marquée de la culture de la pomme de terre et de la production laitière



Publicité de machinerie agricole par la Massey-Harris Co. Ltd. à Toronto. 1894. [BAnQ](#).



Troupeau au champ chez Lucien Rioux à Saint-Simon. Par Omer Beaudoin. 1954. [BAnQ](#).

Territoire québécois

1840 - 1930 : Plusieurs vagues migratoires de Canadiens-Français vers les États-Unis

Influence américaine de l'architecture de la grange-étable

Création d'une centaine de coopératives agricoles au Québec

1880 : Incitation à la production laitière

1887 : Création du ministère québécois de l'Agriculture par le gouvernement d'Honoré Mercier

1891 : La main-d'œuvre agricole correspond à 45 % de la population active québécoise

1911 : Instauration du Mérite agricole et des Innovations agricoles (Expo)

1913 : Création du service de conception et de dessin de plan à la Direction des constructions agricoles du ministère de l'Agriculture et de la Colonisation

1925 : Fondation de l'Union catholique des cultivateurs

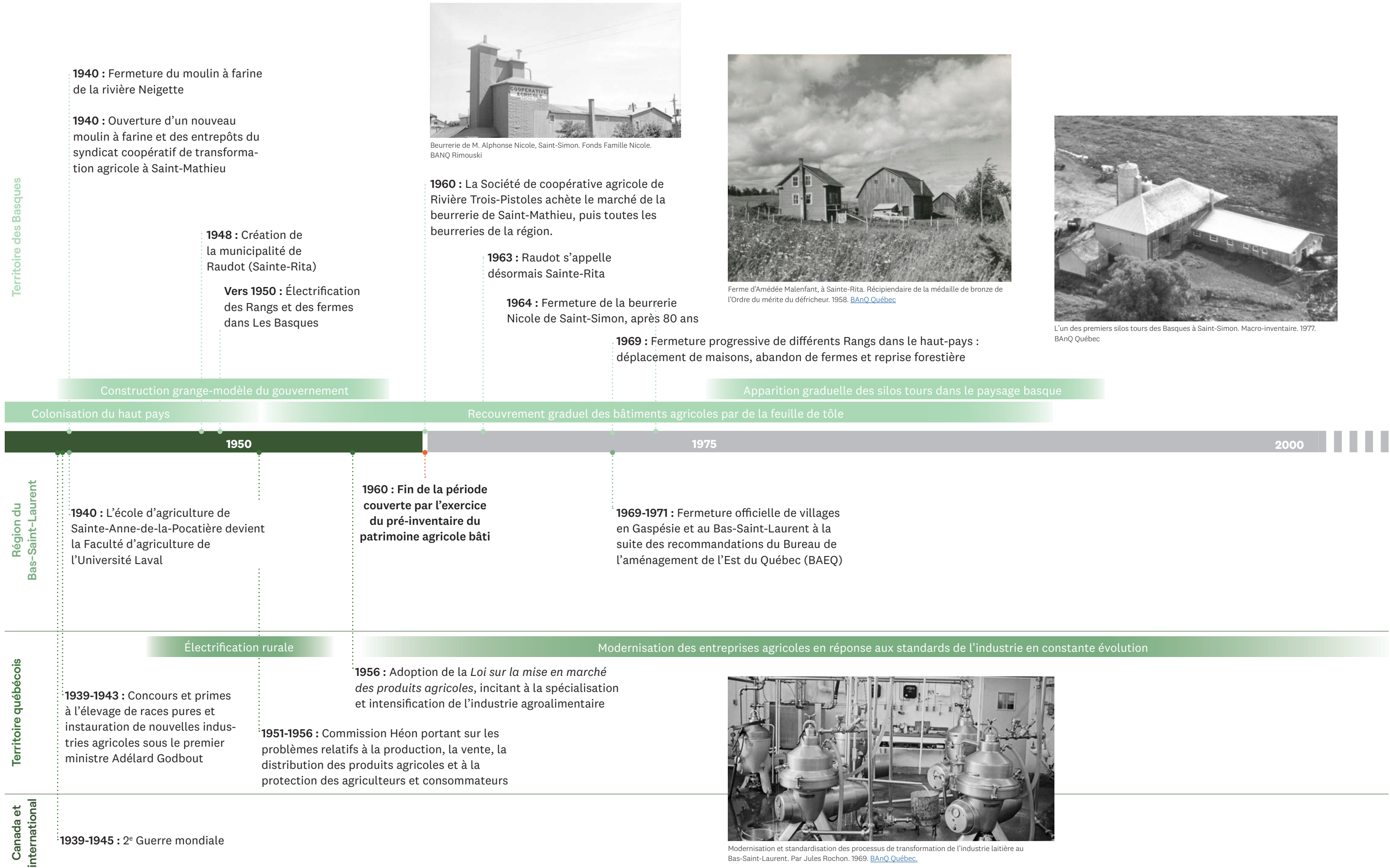
1923 : Publication du guide *Constructions de ferme* du ministère de l'Agriculture

1936 : Mise sur pied du premier programme provincial de Crédit Agricole par le gouvernement Duplessis

Canada et international

Crise économique

1914-1918 : 1^{re} Guerre mondiale





17^e et 18^e siècles

— Les premiers colons



L’histoire de la région des Basques remonte bien au-delà de l’arrivée des premiers colons européens, alors qu’elle a déjà été habitée par les Premières Nations et fréquentée par les marchands basques. Toutefois, le passage de ces groupes n’a pas laissé de traces permanentes dans le paysage agricole de la région. Les colons européens sont en effet les premiers à pratiquer des activités agricoles qui impactent le territoire et à ériger des bâtiments spécifiquement pour en soutenir la pratique. Ainsi, cette synthèse historique débute par l’arrivée des colons français dès la fin du 17^e siècle.

En 1687, Charles Deny de Vitré obtient la seigneurie de Trois-Pistoles afin d’y faire la pêche à la morue et la chasse aux marsouins. Cette seigneurie, d’une superficie de deux lieues de front, comprend aussi les îles avoisinantes, notamment l’île aux Basques. En 1696, il échange ses terres avec celles de Jean Rioux sur l’île d’Orléans. Ce dernier arrive avec sa femme en 1697 afin de poursuivre les activités de pêche, mais également pour s’y établir de manière permanente. Ainsi, l’agriculture débute sur le territoire, bien qu’il ne s’agisse que d’une activité de subsistance. Au décès de Jean Rioux, son fils Nicolas devient propriétaire de la seigneurie. En 1712, Nicolas Rioux achète du Sieur de la Minotière la petite seigneurie à l’est de Trois-Pistoles¹. En 1751, il obtient un fief contigu qui augmente grandement la superficie totale de la seigneurie. Il y a désormais deux seigneuries contiguës, soit la seigneurie de Trois-Pistoles et celle de Nicolas-Rioux².

Le plan seigneurial classique est utilisé pour la découpe du territoire en lots longitudinaux, perpendiculaires au cours d’eau principal (dans ce cas-ci, le fleuve Saint-Laurent). Ce plan est appliqué à l’intérieur d’une bande de 5 ou 6 km, c’est-à-dire du littoral jusqu’au pied des terrasses et des plateaux de niveau supérieur, qui seront défrichés dans les siècles suivants.

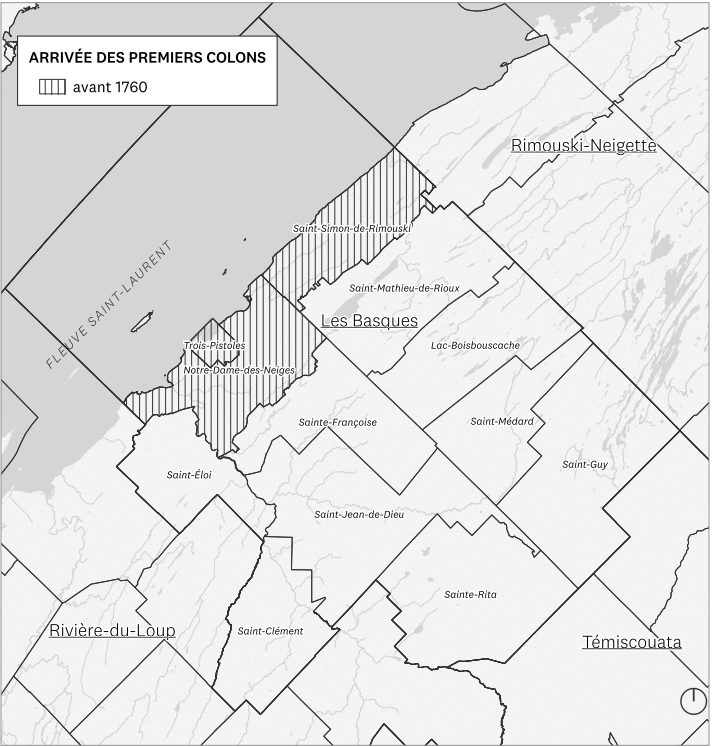
Malgré cette planification du territoire, les autorités coloniales du Régime français doutent du potentiel agricole des terres à l’est du Kamouraska, et le peuplement n’est pas encouragé³. Il faudra encore attendre le début du 19^e siècle avant que ne s’amorce un mouvement de colonisation.

Évolution de l’implantation et de l’architecture agricole

Les bâtiments de ferme de la Nouvelle-France sont souvent indépendants les uns des autres, sans pour autant être très éloignés. Cette disposition permet à la fois de réduire la distance des déplacements entre ceux-ci tout en limitant la propagation du feu d’un bâtiment à un autre qui pouvait notamment avoir lieu lors d’attaques iroquoises ou d’autres Premières Nations⁴. Contrairement à la situation dans l’ouest de la colonie, les premiers établissements permanents et fermes de l’est ne seront pas menacés par ce genre d’attaque. Bien que cette division des bâtiments ne se révèle pas économiquement optimale, elle persistera comme pratique pendant plusieurs siècles.

Selon les observations tirées du macro-inventaire de 1973 réalisé pour le comté de Rivière-du-Loup, « l’organisation physique d’un ensemble agricole-type comprend la maison, la grange-étable, la laiterie, la porcherie, le poulailler et le hangar pour ranger les instruments aratoires »⁵.

Une autre particularité de l’implantation de ces premières étables, plus régionaliste, s’observe dans l’orientation de la porte de la grange, tel que le décrit Deffontaines, un géographe français : « Au bord du Saint-Laurent, que remonte le fameux vent Nordet, les granges ont leurs portes tournées vers le fleuve, c’est-à-dire longées par les bourrasques qui les



↑ Identification des territoires municipaux de la MRC des Basques selon l’époque d’arrivée des premiers colons sur leur territoire. Enclume 2025, inspiré de l’ouvrage « Les Basques » du ministère des Affaires culturelles. Mars 1982.

↩ Cette carte topographique illustre les limites des districts, des comtés, des seigneuries et des cantons. Elle permet également de constater l’état du développement des villages de l’époque. Bouchette, Joseph (père). 1831. Topographical map of the District of Quebec. Fonds ministère des Terres et des Forêts, publications et archives gouvernementales. BAnQ Québec.

débarrassent de la neige ; ce sont les sifflets de vent qui font office de chasse-neige »⁶. Aujourd’hui, le mode d’implantation par défaut observé dans la région est celui de la grange parallèle au fleuve. Cependant, le principal facteur qui explique cette particularité n’a pu être identifié : est-ce le sens du Nordet ou le sens du rang, également parallèle au fleuve, qui a influencé l’implantation ? Quoi qu’il en soit, l’omniprésence des vents forts est une caractéristique indéniable du Bas-du-Fleuve. De plus, les modèles de granges-étables développés ultérieurement prendront également le sens de la topographie en considération.

On remarque également que les premiers bâtiments agricoles canadiens sont construits en bois, contrairement aux modèles français qui étaient en pierre des champs. Bien que le bois soit, à l’époque, une ressource facilement accessible, c’est surtout le climat qui justifie ce choix, du moins pour l’érection des étables. En effet, « la pierre s’accommode mal des rigueurs de nos hivers. Sous l’action du froid, les murs intérieurs suintent continuellement, ce qui est mauvais pour la santé du bétail »⁷.



↑ On constate ici que le découpage des terres typiques de l’époque seigneurial a généré de longues terres agricoles disposées perpendiculairement au fleuve, orientant ainsi les rangs parallèle à ce dernier. Seigneurie Nicolas-Rioux, vers Saint-Simon. Canadian Airways Limited. 1938. Fonds ministère des Terres et Forêts. BAnQ Québec.

19^e siècle — Accélération du peuplement bas-laurentien

Comparativement aux régions plus à l’ouest, le peuplement du Bas-Saint-Laurent est au ralenti. Le défrichement des terres démarre réellement à partir de 1810, lorsque les seigneuries surpeuplées de la Côte-du-Sud débordent vers l’est. Ce mouvement s’intensifie au cours des décennies de 1830 jusqu’à 1870 au cours desquelles le Bas-Saint-Laurent devient l’une des régions les plus dynamiques sur le plan agricole⁸. Bien que le nombre de fermes quintuple, il s’agit encore principalement d’une agriculture de subsistance dont l’exploitation moyenne compte :

« une vingtaine de chevaux, bovins, porcs et moutons. Le blé français est encore la céréale maîtresse, mais la culture de la pomme de terre se répand sous l’influence des colons d’origine écossaise. [...] Les agriculteurs de Rivière-du-Loup, L’Isle-Verte et Trois-Pistoles vendent déjà de bonnes quantités de beurre sur le marché de Québec »⁹.

De 1850 à 1870, de plus en plus d’activités de subsistance deviennent des activités commerciales, alors que les surplus agricoles occasionnels deviennent saisonniers, permettant d’acheminer ces produits vers Québec et Montréal. Selon les données de recensement, en vingt ans, la superficie des grandes cultures triple tandis que la production du beurre quadruple. Cette expansion des terres est ainsi due à la conquête de nouveaux marchés, et non aux besoins des familles paysannes. C’est également cette expansion qui permet d’augmenter la production agricole et non l’amélioration des techniques et des outils de travail qui se fera un peu plus tard. Les terres bas-laurentiennes, épuisées par l’exigeante culture du blé, ont un rendement inférieur à la moyenne québécoise, elle-même jugée très faible¹⁰.

Pour s’assurer un revenu supplémentaire, nombreux sont les cultivateurs qui combinent les travaux agricoles à d’autres activités comme la pêche et les travaux forestiers, car la période de coupe correspondait à la fin des récoltes. Quant aux localités en bordure du fleuve, comme Trois-Pistoles et Saint-Simon, la pêche à la fascine¹¹ servait entre autres à engraisser les champs des cultivateurs, mais aussi à nourrir les familles et à écouler les surplus de poissons sur le marché local¹². La fumaison du poisson était une pratique courante dans la région. Cette pratique a vu naître sur le territoire de petits bâtiments, des fumoirs, dites boucanneries par les locaux. Aujourd’hui, l’existence de ces anciens bâtiments est rare. Bien que nous trouvons principalement ces fumoirs sur L’Isle-Verte¹³, une localité de la MRC de Rivière-du-Loup et voisine à celle de Trois-Pistoles, il demeure possible d’en repérer sur le territoire des Basques. En effet, un représentant de ce type architectural a été relevé à Sainte-Rita lors de la visite terrain¹⁴.



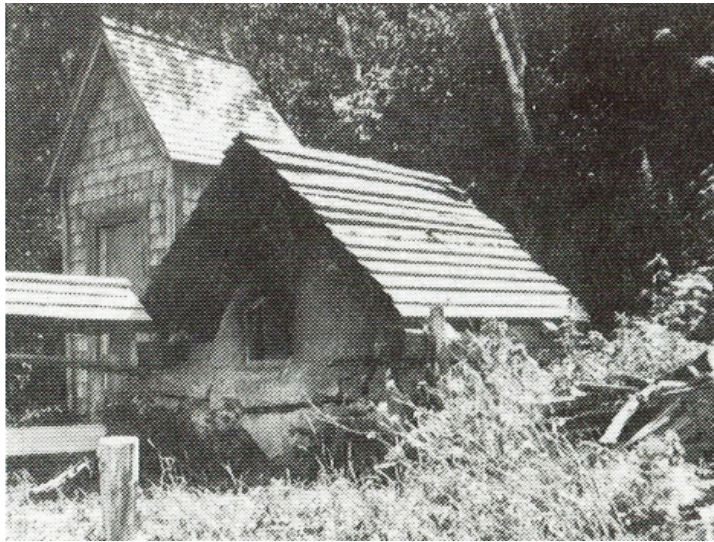
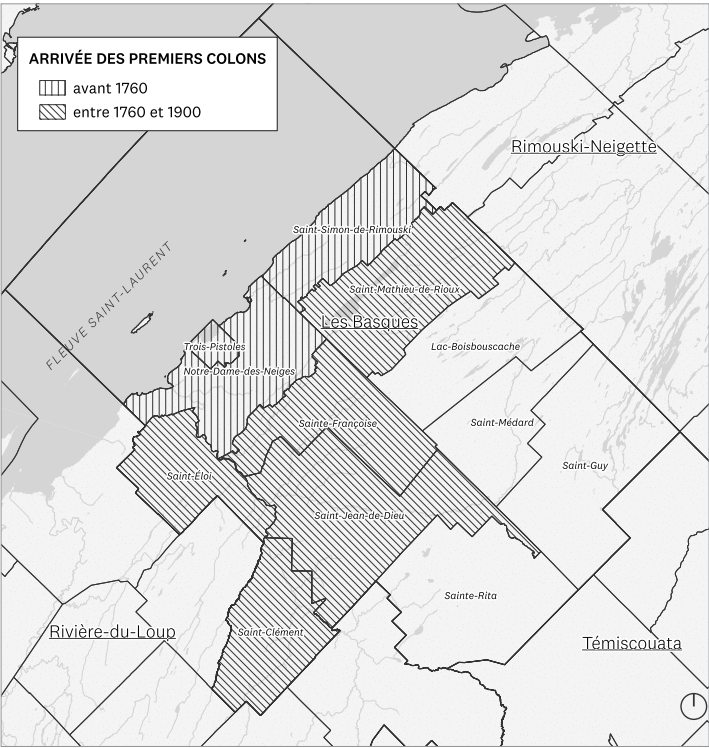
Beurrerie de M. Alphonse Nicole, Saint-Simon. Fonds Famille Nicole, P85, S2, D3, P58, BANQ Rimouski (lot 24). Une fromagerie est aussi en activité en 1899 sur le 3^e Rang Ouest (lot P-638), de même qu’un poste d’écémage au 3^e Rang Est (lot P-599)⁸⁹. Les bâtiments de Trois-Pistoles et de Saint-Simon sont toujours présents.

La transformation se passe ainsi : le lait est acheminé par les cultivateurs à la beurrerie dont le gras est ensuite tiré selon le système Schwartz, une pratique courante dans les beurreries traditionnelles. Le beurre est ensuite baratté dans des barattes en bois, permettant de produire près de 60 000 livres de beurre par année, dont 25 % sont consommés localement. La balance est acheminée par train, dans des boîtes à beurre de la Cie Dionne et Dionne de Saint-Mathieu, jusqu’à la Dominion Fish de Québec.

Début des fromageries et beurreries

Monsieur Alphonse Nicole met sur pied la première beurrerie de Saint-Simon en 1883. Fort de l’expertise de ses précédentes beurreries dans la Matapédia, il accompagne aussi les gens de Saint-Mathieu dans le démarrage de leur beurrerie, dans laquelle il aura des parts.

En 1888, on compte une centaine de producteurs laitiers à Saint-Mathieu. En 1891, après quelques tentatives infructueuses pour mettre en place une fromagerie, une beurrerie est créée avec l’aide d’Alphonse Nicole, beurrier de Saint-Simon et actionnaire majoritaire. 50 000 livres de beurre sont produites la première année⁸⁸. À Trois-Pistoles ce sont 97 274 livres de beurre qui sont produites. Pourtant, les premières beurreries n’y apparaissent qu’en 1894, après Saint-Simon et Saint-Mathieu. Les gens du village s’approvisionnent en beurre à la beurrerie du village, situé sur le lot P-238 de l’ancien terrier, alors que les gens du 1^{er} Rang s’approvisionnent à la crèmerie-beurrerie du 1^{er} Rang



↑ Four à pain et boucannerie de Guillaume Théberge. Tiré de l’ouvrage *Pour les 150 ans de Saint-Simon (1828-1978)*.

← Identification des territoires municipaux de la MRC des Basques selon l’époque d’arrivée des premiers colons sur leur territoire. Enclume 2025, inspirée de l’ouvrage « Les Basques » du ministère des Affaires culturelles. Mars 1982.

Développement des aptitudes,
des connaissances et de nouvelles
technologies

Pendant ce temps, la première école d’agriculture de langue française au Québec a vu le jour à Sainte-Anne-de-la-Pocatière, dans le Bas-Saint-Laurent, en 1859, à l’instigation des communautés religieuses. Cette école forma, et forme toujours, de nombreux agronomes et agriculteurs aux dernières innovations en matière d’agriculture et de gestion. En 1881, un peu plus près des Basques, est fondée la première école d’industrie laitière du Canada à Saint-Denis-de-la-Bouteillerie. On y enseigne la fabrication du beurre et du fromage afin d’améliorer la qualité et le rendement des fabriques laitières de la province et ainsi augmenter les ventes au pays et à l’étranger. Bien que l’école ferme ses portes quelques années plus tard, cette première beurrerie-école de la région demeure ouverte jusqu’en 1965.

Pour ce qui est de la mécanisation de l’agriculture, celle-ci était encouragée afin d’augmenter la production. Au milieu du 19e siècle, la charrue à labourer est à peu près le seul instrument aratoire que les cultivateurs ne sont pas en mesure de produire eux-mêmes, les socs de fer étant fabriqués par les forgerons et les rouelles par les charrons¹⁵. En 1871, Charles Bertrand, homme d’affaires et homme politique de L’Isle-Verte, ouvre une première manufacture d’instruments aratoires et une fonderie. Malgré quelques difficultés liées à des incendies, il poursuit ses activités et s’associe avec son fils en 1877. Les choses vont si bien, la demande est si grande, que de 1883 à 1894, la Charles Bertrand et Compagnie est reconnue comme étant la manufacture « la plus importante dans la province » après la Matthew and Henry Moody de Terrebonne (la Moody). On y produit des moulins à battre, des « piloteuses », des « éballeurs », des charrues ordinaires, des charrues à rouelles, des « arrache-patates » en fonte, etc. Cette importante production dessert à la fois la demande locale, mais est aussi expédiée à travers la province. Bien que l’entreprise ferme pour cause de faillite lors de la mort de Bertrand père en 1896, ses activités démontrent un dynamisme régional au niveau du développement de la machinerie agricole¹⁶. Des recherches supplémentaires seraient nécessaires pour préciser comment les agriculteurs de la région des Basques ont accueilli ces avancées technologiques dans leur quotidien. Considérant la taille de ces appareils, il est cependant peu probable que ceux-ci aient eu un impact sur l’architecture agricole.

En parallèle à ces activités, la construction du chemin de fer Intercolonial de 1869 à 1873 dans la région et l’expansion du réseau ferroviaire facilitent le transport des produits agricoles vers d’autres marchés, autant le marché intérieur qu’américain.



- ↶ Pont de l’Intercolonial traversant la rivière des Trois Pistoles. Fonds André-Albert Dechamplain. 1925.
- ↶ La ferme modèle de l’école d’agriculture de Sainte-Anne-de-La Pocatière. Photographie de Raymond Boutet prise entre 1918 et 1928. Musée McCord.
- ↑ Cette publicité tirée de Montreal illustrated illustre la diversité et les dimensions de la machinerie agricole produites au Canada vers la fin du 19e siècle. [Massey-Harris Co., Ltd., Harvesting and Seeding Machines]Can. Photo-Eng. Montreal illustrated 1894. BAnQ.

État du développement agricole et mouvement démographique

Bien que le développement agricole de la région accuse une dizaine d’années de retard sur les provinces centrales¹⁷, l’agriculteur bas-laurentien s’engage lui aussi vers l’élevage et l’industrie laitière, tandis qu’il s’affranchit de la culture du blé. De plus, une part croissante de la production devient une spécialisation bas-laurentienne jusqu’à la fin des années 1930 : celle de la pomme de terre¹⁸. En effet, les plateformes sablonneuses que l’on rencontre dans la région favorisent le rendement de cette production. La production locale est si importante qu’elle dépasse la consommation locale. Cependant, la concurrence avec les productions de la région des Maritimes et des États américains et le manque de standardisation de la culture de la pomme de terre incitent les cultivateurs bas-laurentiens à délaisser peu à peu cette production¹⁹.

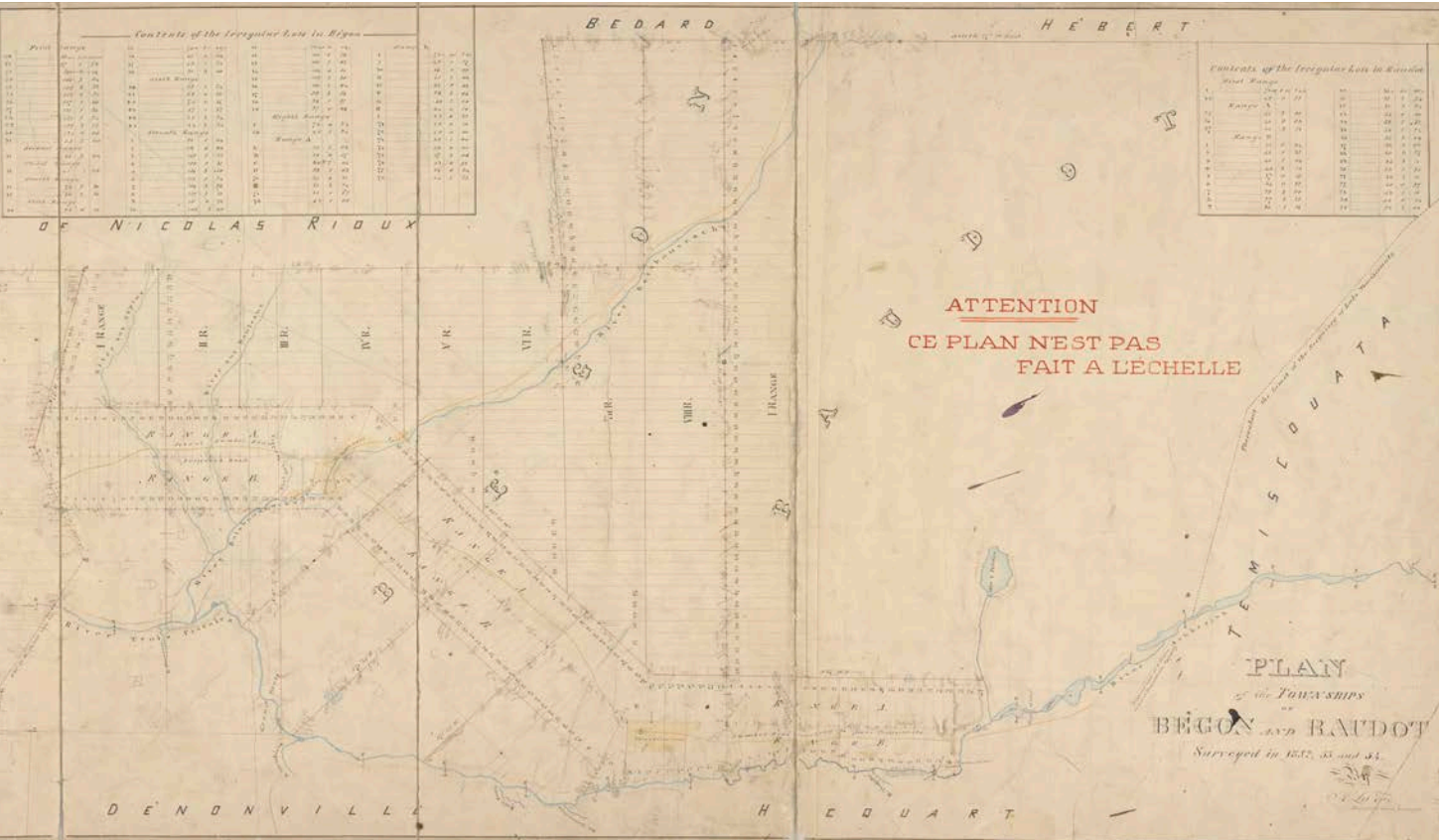
Comme beaucoup d’autres régions du Québec, la fin du 19^e siècle amène aussi son lot de défis chez les cultivateurs, surtout auprès des jeunes gens qui ont de la difficulté à trouver de nouvelles terres pour s’établir ou encore un travail convenable : « Cette agriculture, de vivrière qu’elle était au début du siècle, s’est transformée en une agriculture familiale pour tendre de plus en plus vers une agriculture commerciale »²⁰. On produit donc pour alimenter les marchés, pas les familles. En effet, « la terre suffit à peine à faire vivre la famille. L’émigration des Canadiens français prend l’allure d’une véritable hémorragie »²¹. À Saint-Simon, « le 2^e Rang voit sa population tomber de moitié. Des quarante familles dont il était composé en 1853, il en reste environ vingt à la fin du siècle »²². Les secteurs de la Fonderie à l’est et du Trompe-Souris, à l’ouest, se sont complètement vidés de leurs habitants vers 1900. Les premières paroisses subissent le même sort. La population de Trois-Pistoles passe de 3 967 habitants à 2 872 en 10 ans (1871-1881). La fin de la construction du chemin de fer y est pour quelque chose, mais le manque de terre aussi. Ceux qui n’ont pas l’âme d’un défricheur partent pour la Nouvelle-Angleterre, tandis que ceux qui désirent rester dans la région déménagent dans les paroisses du sud, telles que Sainte-Rita et Saint-Médard²³.

- Plan du découpage des cantons de Bégon et Raduto réalisé par Adolphe Larue en 1852. Fond du ministère des Terres et Forêts. BAnQ Québec.
- Plan du découpage du canton de Hocquart réalisé par Charles-François Fournier et Joseph Bouchette fils pour le Département des terres de la Couronne en 1864. Fond du ministère des Terres et Forêts. BAnQ Québec.

Contrairement à la colonisation des cantons du Saguenay ou du Manitoba, le Bas-Saint-Laurent ne bénéficie pas d’une organisation aussi bien structurée, où les prêtres-missionnaires ouvrent la voie. En effet, par manque d’effectifs du clergé local, les choses se passent différemment dans les années 1870 jusqu’à la fin du siècle :

« En fait, dans la région, l’occupation des terres neuves s’effectue surtout de proche en proche, en “tache d’huile”, le long du chemin maritime vers Matane puis Cap-Chat, et vers l’arrière des seigneuries. Le lien organique avec le vieux peuplement est rarement rompu. D’une génération à l’autre, la pression augmente, les défrichements repoussent la forêt, l’étagement des Rangs gagne les terrasses supérieures et les plateaux, [...] Les gouvernements consacrent des sommes importantes à la construction de routes de pénétration qui précèdent, accompagnent ou suivent la marche du peuplement. »

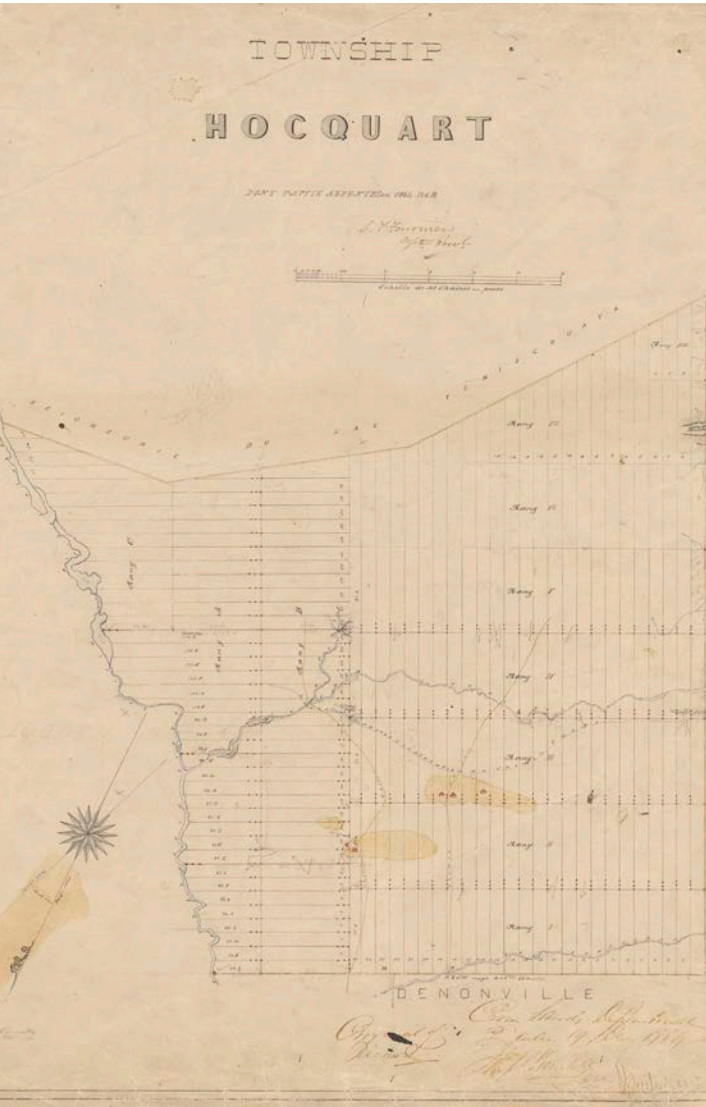
La carte ci-dessous, réalisée en 1852, témoigne de ce mouvement des populations en illustrant l’ouverture de l’arrière-pays et du découpage des lots. On y voit la planification des cantons de Bégon et Raudot qui deviendront respectivement Sainte-Rita et Saint-Jean-de-Dieu. D’autres cantons seront arpentés et planifiés durant les mêmes années, soit Hocquart (Saint-Clément), Bédard (Saint-Médard). Le plan de 1864 du canton de Hocquart permet de constater le niveau de développement du territoire à cette époque, alors qu’on y voit certains bâtiments, terres défrichées ainsi que les premiers chemins.



Vue des champs cultivés aux abords du fleuve à Trois-Pistoles. Photographie prise par Chemin de fer Canada vers 1930. BAnQ Québec.

Survol des activités agricoles à Trois-Pistoles à la fin 19^e siècle

De 1871 à 1891, la culture de blé, de patates et d’avoine se maintient à Trois-Pistoles avec une moyenne pour ces trois décennies de : 1288 acres de blé en culture, 411 acres de patates en culture et 19 519 boisseaux d’avoine produits. En 1891, on dénombre 1493 vaches laitières pour 97 274 livres de beurre produites⁹⁰. La population est de 2872 personnes en 1881. En 1871, seulement 31 personnes se déclarent fermiers à Trois-Pistoles.



Évolution de l’architecture agricole

Alors que les plus vieilles granges sont coiffées de toits droits à deux pentes²⁴, des toits mansardés font leur apparition au courant du 19° siècle. Bien que cette forme fût déjà utilisée sur certaines maisons, la recherche documentaire ne tranche pas clairement si ce type de toit provient d’une influence américaine ou si elle serait plutôt française. En effet, il est probable que l’architecture, et les charpentiers soient entraînés dans « un renouveau culturel et de fait français sur les bords du Saint-Laurent » qui se fait particulièrement sentir après 1860²⁵.

Finalement, les toits étaient généralement couverts de chaume aux 17° et 18° siècles jusqu’à l’apparition du bardeau de cèdre. L’utilisation du bardeau devient de plus en plus populaire à partir de 1825 puisque, « lorsqu’il est laissé sans peinture, il permet de résister davantage aux intempéries, aux vents et à l’air salin »²⁶, des caractéristiques tout indiquées pour les fermes du littoral bas-laurentien.



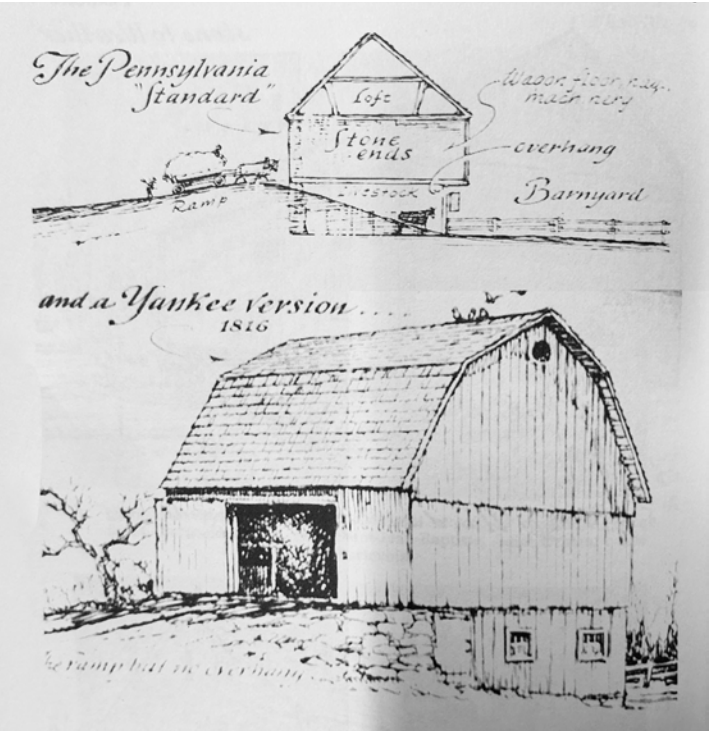
↑ Exemple d’un toit recouvert de bardeau de cèdre. Saint-Jean-de-Dieu. Enclume. 2025.

→ Image tirée de SÉGUIN, Robert-Lionel. *Les granges du Québec du XVIIe au XIXe siècle*. Ottawa, ministère du Nord canadien et des Ressources nationales, 1963. Page 78

Influence américaine

Dès le milieu du 19° siècle, les influences extérieures, en provenance des États-Unis, plus précisément de la Pennsylvanie, contribuent à créer de nouveaux modèles de bâtiment agricole²⁷. La large porte du fenil à laquelle on accède par un remblai de terre et de pierre surmonté d’un pont et d’une lucarne, le garnaud, est un des ajouts les plus marquants de cette époque²⁸ et que l’on observe fréquemment sur le territoire des Basques. Ce genre de construction s’adosse généralement au flanc d’un coteau, ce qui facilite l’accès à l’étage supérieur. En effet, le sol de cette région est ondulé et se prête à l’aménagement de ce mode d’accès. Certaines granges-étables tirent ainsi profit de la topographie naturelle du site en étant positionnées en contrebas d’une pente naturelle. Ce type d’accès permet à l’agriculteur d’entreposer plus facilement le fourrage à l’étage²⁹.

Ainsi, selon le *Guide des types architecturaux* portant sur le patrimoine agricole bâti du ministère de la Culture et des Communications du Québec, la grange étable d’influence américaine commence à s’implanter sur le territoire québécois à partir de 1860. Elle devient le modèle dominant à partir de 1890³⁰. Son toit mansardé, qui épouse davantage la forme du toit à dos d’âne, augmente l’espace du comble de manière considérable et permet ainsi d’entreposer une plus grande quantité de fourrage. Si cette influence est observable dans la région des Basques, il est également possible de constater la présence d’une variante dans les toits à demi-croupes. Ce type de toiture a pour avantage de diminuer la prise au vent du toit et de le stabiliser, ce qui pourrait expliquer sa présence dans la région.



↑ Exemple d’une de ces larges portes surmontées d’une lucarne donnant accès au fenil via un pont sur bloc de béton. Grange-étable de la ferme d’Auteuil à Saint-Jean-de-Dieu. Enclume. 2025.

↑ La rampe pour accéder au pont était parfois composées de pierres des champs et/ou de poutre de bois, c’est-à-dire des matériaux disponibles sur place. Grange-étable située à Notre-Dame-des-Neiges. Enclume. 2025.

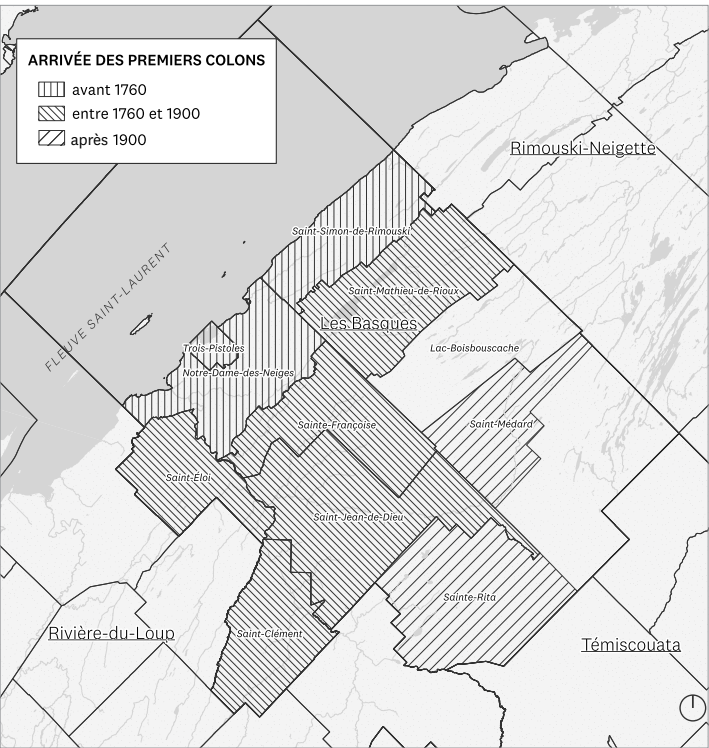


- ↑ Grange-étable à toit à demi-croupe et pont d'accès surmonté d'une lucarne, Trois-Pistoles. Source photographique : P690, S1, D-54-A57-07, 1954, Point du Jour Aviation, BANQ Montréal
- ↵ Grange-étable à toit dos d'âne et pignons tronqués. Appentis sur deux étages servant peut-être de tasserie, Saint-Éloi. Source photographique : P690, S1, D54-A-53-12, 1954, Point du Jour Aviation, BANQ Montréal.
- ↵ Ferme Ouellet, 8^e Rang Sainte-Françoise. La grange-étable est dotée d'un toit à dos d'âne avec larmiers retroussés. Les premiers bâtiments ont été construits en 1877. Sept générations se sont succédées. Source photographique : P690, S1, D54 A-060-25, Point du Jour Aviation, 1954, BANQ Montréal.

20^e siècle — Modernisation et spécialisation

Début 20^e : développement de l'industrie laitière

Alors que l'ouverture de l'arrière-pays se poursuit et que les premières familles de colons défrichent progressivement de nouvelles terres, l'industrie laitière se développe de plus en plus intensivement sur le littoral.



Au début du 20^e siècle, l'industrie laitière du Bas-Saint-Laurent se distingue par ses nombreuses beurreries. Dans la région, il y a plus de beurreries que de fromageries, alors qu'ailleurs au Québec c'est le nombre de fromageries qui est plus élevé. À ce propos, on constate quelques changements sur le territoire, soit des entreprises ayant démarrées en tant que fromageries, mais s'étant plutôt développées comme beurreries. En 1881 débute la construction de la « manufacture de fromage » des frères Bernard de Beloeil, entre le 371 et 377, rue Jean-Rioux à Trois-Pistoles. Ces derniers la vendent en 1885 à une société formée de marchands et d'agriculteurs de Trois-Pistoles qui revendent à leur tour la même année à Robert Duhaime « avec l'obligation d'installer les équipements pour faire du beurre »³¹. Ce qui sera fait. On retrouve la même chose à Saint-Simon où on apprend qu'en 1882, la Fabrique cède à la société formée pour la fabrication du fromage, « la jouissance d'un morceau de terre d'un demi-arpent carré et situé entre le chemin de fer et la grange du curé, et charge ladite société de payer au Curé un loyer annuel de quatre piastres »³². La fromagerie sera aussi exempte de taxes municipales pourvu qu'elle « donne satisfaction » et charge le prix courant³³. Ce sera plutôt une beurrerie qui s'y installera dès 1883³⁴.



Vue vers le village de Saint-Mathieu-de-Rioux en 1938. Collection Centre d'archives Bas-Saint-Laurent et de la Gaspésie — Îles de la Madeleine - Archives nationales à Rimouski et à Gaspé BANQ Rimouski.

Ironiquement, cette concentration de beurreries permet à la région d'être économiquement plus résiliente puisque le marché fromager est soumis à la demande anglaise, tandis que le marché du beurre est destiné à la demande canadienne³⁵. Ainsi, la chute du marché fromager en 1905 affecte peu les producteurs bas-laurentiens. Un autre avantage est que, contrairement à la production fromagère qui requiert du lait entier, les producteurs ne livrent que la crème aux beurreries. Cela permet de conserver le résidu de lait pour nourrir les élevages porcins, production animale convoitée puisqu'il faut répondre à la demande anglaise pour le bacon, mais aussi à la demande en porc gras pour les chantiers forestiers canadiens. Ainsi, de 1901 à 1911, le nombre de porcs au Bas-Saint-Laurent passe de 23 000 à 52 000³⁶.

Bref, on observe des améliorations importantes dans l'industrie laitière, autant pour la transformation (à proximité des producteurs) que pour le transport, tel que l'introduction de wagons frigorifiques. Bien que le développement de cette industrie accuse une décennie de retard dans le Bas-du-Fleuve, au début du 20^e siècle cette industrie est maintenant florissante. La production laitière finit par se développer davantage dans les hautes terres à partir de la dernière décennie du 19^e siècle, mais sa production moyenne demeure plus faible et la majorité des denrées qui y sont produites y sont consommées.

En 1910, on réalise que le rendement laitier, c'est-à-dire la production de litres de lait par vache, dans le Bas-Saint-Laurent est trop faible et limite la production des établissements de transformation alors que la demande est importante. Cela s'explique, entre autres, par des animaux de « race incertaine »

Pendant ce temps...

En 1937, 118 000 livres de beurre sont fabriquées à la beurrerie de Saint-Mathieu-de-Rioux. 1000 livres sont écoulées localement et le reste est vendu sur le marché du Témiscouata. Le troupeau de vaches passe de 686 en 1931 à 1105 en 1941⁹².

En 1940, à Sainte-Françoise, la boucherie de M. Willie Rioux marque un moment important dans le développement de la petite communauté. L'entreprise, située dans le cœur villageois, possède son propre abattoir et transforme le porc en creton et en saucisses qu'elle vend à ses clients. La boucherie ferme ses portes en 1972⁹¹, mais la maison est toujours sur place.

qui souffrent d'une mauvaise alimentation hivernale et par une période de lactation qui dure aussi longtemps que celle des pâturages. Le rôle des cercles agricoles et des sociétés d'agriculture de comté s'est révélé prépondérant dans l'amélioration du cheptel, notamment par la tenue d'expositions agricoles régionales où l'introduction de pur-sang est favorisée. Dans l'ensemble, l'accroissement des rendements laitiers au Bas-Saint-Laurent au cours des années 1910 et 1920 a été supérieur à la moyenne québécoise, même si le retard demeure³⁷.

Pour supporter ce développement, le gouvernement provincial adopte un projet de loi afin de soutenir la création d'écoles moyennes d'agriculture, dont la première sera celle du séminaire Saint-Germain à Rimouski. De 1926 à 1969, l'école accueille 1529 étudiants, dont 708 en ressortent diplômés. L'objectif est alors de former des agriculteurs qualifiés pour la culture, l'élevage des animaux et l'administration d'une ferme moderne³⁸.

↵ Identification des territoires municipaux de la MRC des Basques selon l'époque d'arrivée des premiers colons sur leur territoire. Enclume 2025, inspirée de l'ouvrage « Les Basques » du ministère des Affaires culturelles. Mars 1982.

Évolution de l'architecture agricole au début du 20^e siècle

Dans le paysage architectural des Basques, on relève trois modèles de grange-étable particulièrement présents au début du 20^e siècle. Il s'agit du modèle à toit à deux versants droits, du modèle à toit à dos d'âne avec égout retroussé et d'une variante de l'une ou l'autre avec demi-croupes. Le larmier retroussé est aussi appelé par une partie de la communauté locale « petit français » ou encore « petit swing »³⁹, alors que selon les informations du macro-inventaire du comté de Rivière-du-Loup (1977) on parle de « renvoi d'eau » servant possiblement à écarter l'eau de ruissellement de la façade. Avec le temps, cette caractéristique architecturale a presque disparu. Le retrait de cet égout retroussé facilitait le tôleage du toit.



- ↑ Grange-étable à toit à dos d'âne avec larmier retroussé (petits français). Située au 2^e Rang Est de Notre-Dame-des-Neiges. François Loizelle, MRC des Basques, 2022
- ← Grange-étable à toit à demi-croupes et lucarne, un sous-type architectural rare au Québec. Située au 77, Route 132, Saint-Simon-des-Rimouski. Enclume, 2024.
- ← Grange-étable à toit à demi-croupes. Située au 71, Petit-Village à Saint-Jean-de-Dieu. Enclume, 2024
- ← Exemple d'une grange-étable avec toit à deux versants droits. Grange-étable située à Saint-Eloi. 1954. Série de photographies tirées du « Point du jour »

Première Guerre mondiale – Une ère de prospérité

Durant la Première Guerre mondiale, de 1914 à 1918, le gouvernement fédéral attribue aux provinces centrales, dont le Québec, la responsabilité de fournir en porc et en produits laitiers les forces alliées en Europe. En parallèle, les prix des produits agricoles connaissent une inflation sans pareil, permettant aux agriculteurs de profiter d'une ère de prospérité. Dans la région, la superficie moyenne des fermes augmente d'environ 25 %. Cette époque marque le début de la mécanisation et de l'industrialisation menant graduellement à une agriculture plus intensive. Ce phénomène est cependant plus lent dans la région du Bas-Saint-Laurent comparativement au reste du Québec⁴⁰.

Pour ce qui est des autres bâtiments agricoles, ceux-ci sont plus diversifiés et plus difficiles à identifier. En effet, il s'agit de bâtiments vernaculaires ayant été adaptés au fil des années en fonction de leur usage changeant. Par exemple, des apprentis de grange peuvent d'abord avoir logé des poulaillers, puis avoir servi de remise à bois ou de remise pour les outils agricoles. Comme nous l'a appris un citoyen de Notre-Dame-des-Neiges, la plupart des maisons du 2^e Rang Ouest avaient toutes, autrefois, leur propre porcherie. Certains de ces bâtiments sont toujours présents, mais se sont transformés en forge, en hangar, en atelier d'ébénisterie, etc⁴¹.



↑ Ancienne porcherie. Située au 19, 2^e Rang Ouest de Notre-Dame-des-Neiges. Le bâtiment fut converti en forge, puis en atelier. Un four à pain est situé à gauche du bâtiment. MRC Les Basques, 2024.

← Ancienne porcherie située dans le 2^e Rang Ouest de Notre-Dame-des-Neiges. Enclume, 2024.



- ↑ Usage d'origine indéterminé, des recherches supplémentaires seraient nécessaires pour identifier s'il s'agit d'une ancienne maison, d'un ancien fournil ou d'autre chose. Situé à Sainte-Françoise. Enclume, 2024.
- Abri pour animaux de taille moyenne, probablement une ancienne porcherie. Située au 110, 2^e Rang de Notre-Dame-des-Neiges. Enclume 2024.

- ↑ Possiblement un ancien poulailler converti en remise. Situé au 36 rue Taché à Sainte-Rita. Enclume, 2024.
- ↑ Possiblement une ancienne écurie. Située au 51, 2^e rang de Notre-Dame-des-Neiges. Enclume 2024.
- ← Ce petit bâtiment en pièce sur pièce pourrait avoir servi de laiterie à une autre époque. Situé au 717, rang Société Ouest à Saint-Jean-de-Dieu. Enclume, 2024.

À ces ensembles vient généralement s’ajouter la cabane à sucre, aussi appelée « sucrerie », souvent excentrée en fond de lot où la forêt domine encore. Celle-ci permet alors de compléter le cycle des travaux annuels et de diversifier les activités agricoles. Alors qu’avant les sucriers bouillaient l’eau d’érable à l’extérieur, l’invention américaine de l’évaporateur permet de bouillir à l’intérieur. Ainsi, une forme architecturale simple, composée d’un petit bâtiment carré surmonté d’un toit à deux pentes, est développée. La vapeur produite par l’évaporateur s’échappe par un lanterneau situé sur le faîte du toit⁴², tandis que des appentis sont ajoutés pour entreposer le bois nécessaire à entretenir le feu sous l’évaporateur. Bien que la pratique de bouillir l’eau d’érable existe depuis déjà bien longtemps chez plusieurs agriculteurs de la région, l’arrivée de l’évaporateur contribuera certainement à l’essor de l’acériculture. Tel que relevé dans une monographie locale : « L’érable à sucre fait partie de notre patrimoine culturel »⁴³.

La présente étude n’a pas relevé l’ensemble des cabanes à sucre du territoire notamment parce qu’elles sont souvent invisibles de la voie, cachées par la forêt. Mais ce témoin bâti est bien présent dans Les Basques et a su s’adapter aux nouvelles technologies et à la demande grandissante des consommateurs d’ici et d’ailleurs.



↑ Albert Bélanger devant une érablière pendant le temps des sucres. Fonds Famille Nicole, P85, S2, D1, P114, BANQ Rimouski. Cette cabane à sucre est possiblement située dans Les Basques. Le lanterneau, élément distinctif de ce type de bâtiment, dépasse probablement la photographie. Photographie prise au début du 20^e siècle.

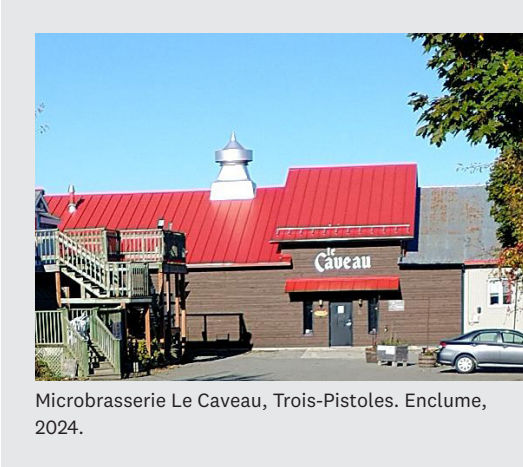
↗ Cabane à sucre, chemin de la Tête-du-Lac, Saint-Mathieu-de-Rioux. Année de construction inconnue. Enclume, 2024.

→ Cabane à sucre des D'Amours, années 1950, Saint-Mathieu-de-Rioux. Source : Alcide D'Amours. Il s'agit de la cabane à sucre de la photo précédente, située au Chemin de la tête du Lac.

L'entre-deux-guerres et l'exode rural

Lorsque le premier conflit mondial se termine, les pays d'Europe reprennent en main leur agriculture et la demande envers les produits québécois, entre autres, baisse drastiquement. Ce changement est trop soudain pour bien des agriculteurs qui n'ont pas eu le temps de rentabiliser leur investissement dans l'agrandissement de leur culture, de leur cheptel et dans l'acquisition de machinerie⁴⁴. Un marché très compétitif s'installe à l'échelle internationale, le Québec compétitionne tout autant avec les autres provinces canadiennes qu'avec les États-Unis, l'Australie et la Nouvelle-Zélande. Ce contexte pousse ainsi plusieurs cultivateurs à la faillite, ainsi que plusieurs familles à chercher de l'ouvrage dans les villes. Le phénomène de l'exode rural est un phénomène complexe, mais cette situation de précarité y contribue. Alors qu'au Bas-Saint-Laurent environ 60 % de la population vivait en milieu rural dans les années 1900, seulement 36 % s'y retrouvent encore en 1930⁴⁵.

Vers la fin des années 1930, les fermes ont toujours des élevages diversifiés, caractéristiques d'une agriculture de subsistance. En plus de l'élevage porcin et de l'élevage laitier, l'aviculture est faite à petite échelle, afin de répondre aux besoins domestiques ou au marché local. La ferme moyenne du littoral ou du plateau ne compte qu'une trentaine de volailles. On observe également un imposant élevage ovin au Bas-Saint-Laurent, alors que la région est reconnue comme étant le premier producteur de laine au Québec durant les années 1930. Pourtant, les revenus provenant de cette activité sont maigres puisqu'une grande partie est utilisée sur la ferme, une autre est acheminée aux filatures locales et le



Microbrasserie Le Caveau, Trois-Pistoles. Enclume, 2024.

De caveau à légumes à théâtre

En 1959, les cultivateurs de Trois-Pistoles s'unissent pour bâtir un caveau collectif afin d'entreposer leurs récoltes de pommes de terre. Le bâtiment est ensuite acquis par la Coopérative agricole de Trois-Pistoles⁹³. En 1992, la Société coopérative prête le caveau à patates désaffecté à la compagnie théâtrale de Trois-Pistoles⁹⁴. Le bâtiment est par la suite recyclé en théâtre sous l'égide de l'écrivain et dramaturge Victor-Lévy Beaulieu. C'est l'âge d'or du théâtre à Trois-Pistoles. Puis en 2017, une nouvelle vocation attend l'ancien entrepôt de pommes de terre : la micro-brasserie Le Caveau y ouvre ses portes.

reste est vendu à quelques marchands itinérants⁴⁶. En effet, simplement à Saint-Mathieu, on peut compter sur la laine d'au moins 1000 moutons. Cette laine est toutefois cardée dans les moulins de Saint-Jean-de-Dieu, L'Isle-Verte, Trois-Pistoles et même Saint-Pascal au Kamouraska⁴⁷. Ainsi, la ferme des années 1930 dispose encore de plusieurs petits bâtiments, chacun construit en fonction d'un élevage précis.

Une autre activité agricole ayant marqué l'histoire locale est celle de la culture de la pomme de terre qui connaît des sommets au début du 20^e siècle, afin de répondre à une forte demande. Selon l'inventaire des ressources naturelles et industrielles de 1938, le comté de Rivière-du-Loup, qui s'étendait alors jusqu'à Trois-Pistoles, est reconnu comme

« un grand producteur de pommes de terre »⁴⁸. Cela s'explique notamment par « les plates-formes sablonneuses que l'on rencontre dans la plupart des municipalités [du littoral] favorisent les rendements de cette culture ». Des caveaux à légumes sont alors construits afin d'entreposer et de conserver la pomme de terre. Cependant, cette culture s'épuise déjà au courant des années 1930. Le désintérêt du consommateur pour la variété vedette cultivée dans la région, la « Montagne verte », la concurrence de l'Île-du-Prince-Édouard et le début de la crise économique portent ainsi un coup fatal à la pomme de terre locale⁴⁹.



↑ Panorama vers les champs en culture et les ensembles agricoles de Saint-Simon. Auteur inconnu. BAnQ Rimouski. 1938

Crise économique, exode rural et colonisation de l’arrière-pays

La crise économique de 1929 a durement frappé le Québec et le Bas-Saint-Laurent n’a pas été épargné. La région, dont l’économie reposait en grande partie sur l’agriculture, la foresterie et la pêche, a subi de plein fouet la chute des prix des matières premières et la baisse de la demande. Face à la précarité grandissante et au manque d’emplois, de nombreux habitants des campagnes ont quitté leurs terres pour tenter leur chance dans les centres urbains, notamment à Québec et Montréal, ou encore au sud de la frontière. Cet exode rural a contribué à l’appauvrissement de plusieurs villages du Bas-Saint-Laurent, où les jeunes générations peinaient déjà à voir un avenir viable sur place, alors que les rangs étaient saturés⁵⁰.

Pour contrer cette migration et revitaliser les régions, le gouvernement québécois, sous l’impulsion du ministre Joseph-Léonide Vautrin, met en place la *Loi pour promouvoir la colonisation et le retour à la terre* en 1935. Cette loi visait à encourager les familles à s’établir dans des territoires encore peu développés, principalement l’Abitibi, mais également certaines zones reculées du Bas-Saint-Laurent et de la Gaspésie, en leur offrant des terres à défricher et un soutien financier⁵¹. L’objectif était d’assurer une autosuffisance agricole et de freiner l’exode vers les villes. En effet, la situation dans les villes n’était pas meilleure, alors que le chômage et les conditions de travail difficiles s’alternaient.

Sainte-Rita et Saint-Médard, situés dans le sud du territoire de la MRC, sont considérés comme des paroisses de colonisation. Saint-Médard faisait partie du canton de Bédard, comté de Rimouski, et Sainte-Rita du canton de Raudot, comté de Rivière-du-Loup. Contrairement aux seigneuries dont les terres sont perpendiculaires au fleuve et divisées verticalement⁵², les cantons sont plutôt carrés. Les lots sont divisés différemment, parfois horizontalement, parfois verticalement. Malgré l’ouverture à la colonisation dès 1859, le peuplement est très lent à Sainte-Rita, faute de bonnes voies de communication⁵³. L’espoir d’un chemin de fer qui ne viendra pas a aussi ralenti le peuplement et le développement de ces terres du sud.

Le canton de Bédard ouvre à la colonisation en 1910 et déjà six défricheurs se dotent d’un billet de location de lot, d’une durée de cinq ans, auprès du ministère de la Colonisation. Le colon a 18 mois pour construire et habiter une maison d’au moins 16 pieds par 20 pieds. Il a cinq ans pour défricher, cultiver et construire une grange-étable d’au moins 20 pieds sur 25 pieds. Si le colon remplit ses obligations, il reçoit une lettre patente du Gouvernement confirmant que le lot lui appartient. Faute de quoi, il est forcé d’abandonner la terre en location⁵⁴.

Lorsque l’on compare les photographies aériennes de 1948 aux photographies satellites d’aujourd’hui, on remarque une importante reprise forestière dans les rangs de ces municipalités (voir page suivante). Si certains bâtiments demeurent, plusieurs ont été démolis ou déménagés dans d’autres villages, tandis que les terres en culture ont graduellement disparu. Des efforts monumentaux ont été déployés sur des sols peu propices à l’agriculture. En effet, les sols défrichés, sur fond de terre schisteuse, offrent un drainage naturel lamentable. Les activités économiques sont alors davantage portées vers les scieries et les activités forestières. La culture et l’élevage sont peu à peu abandonnés dans les paroisses de colonisation, sans toutefois avoir complètement disparu.

Bref, au plan strictement agricole, l’ouverture ou la reprise de milliers de fermes durant cet effort de colonisation n’aura produit que de maigres résultats puisqu’une grande partie de ces exploitations n’atteindra pas le seuil de l’autosuffisance alimentaire⁵⁵.

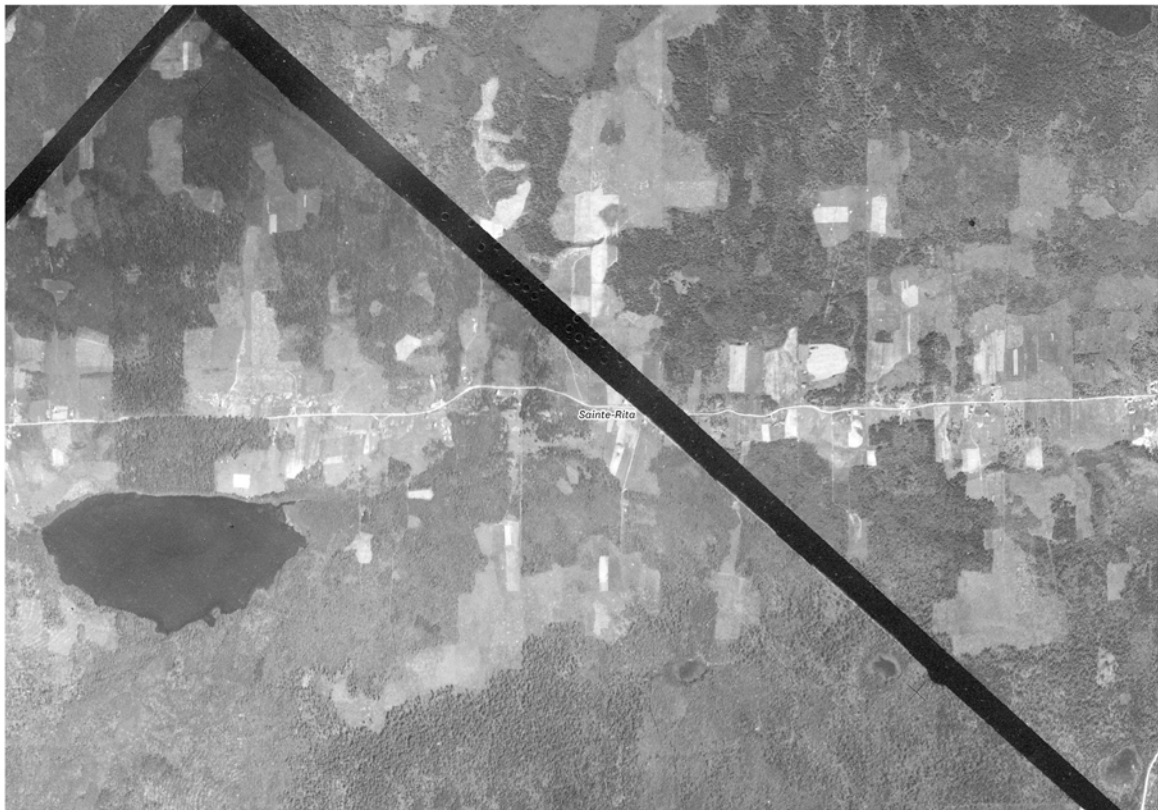


- ↑ Un rang dans le canton Bédard. Eugène Gagné. Fond ministère de la Culture et des Communications. Office du film du Québec. BAnQ Québec. 1935.
- ↑ Maison de colon au canton Bédard. Eugène Gagné. Fond ministère de la Culture et des Communications. Office du film du Québec. BAnQ Québec. 1935.
- ← Défrichement au canton Bédard. Eugène Gagné. Fond ministère de la Culture et des Communications. Office du film du Québec. BAnQ Québec. 1935.

Les rangs 9 et 10 de Saint-Médard en 1948 et en 2024



Le 4° Rang de Sainte-Rita en 1948 et en 2024



Création du Crédit Agricole

En 1936, le gouvernement Duplessis instaure le Crédit Agricole et crée l'Office du Crédit Agricole du Québec. C'est la première fois que les agriculteurs peuvent emprunter de l'argent au niveau provincial pour améliorer leur production, agrandir leurs bâtiments, consolider leurs dettes, promouvoir la stabilité et l'avancement de l'agriculture, etc. Comparativement au programme fédéral lancé en 1934, qui vise à conclure des ententes entre cultivateurs et créanciers afin de prévenir la saisie des terres, le programme du Québec est très généreux. De fait, entre 1936 et 1951, la somme prêtée par le programme québécois dépasse de 7 millions celle prêtée par la Commission du prêt agricole canadien à pareilles dates, et ce, dans tout le Canada⁵⁶.

En 1945, le gouvernement fédéral bonifie son programme et crée une *Loi sur les prêts aux améliorations des fermes* : « Du 1er juillet 1945 au 31 décembre 1965, grâce à cette Loi, les cultivateurs du Québec empruntèrent des banques 152 495 990 \$, soit un montant annuel moyen de 7,5 millions »⁵⁷.

Bien que plusieurs lacunes soient identifiées par rapport à ces premières moutures du Crédit Agricole⁵⁸, il n'en demeure pas moins que dès la fin des années 1930 et au lendemain de la Deuxième Guerre mondiale, le développement des fermes est encouragé et supporté par les deux paliers du gouvernement. L'arrivée tardive de ce support financier peut expliquer le décalage entre le guide *Constructions de ferme* de 1923 (résumé ci-bas) qui fait la promotion de la grange-étable et la période intensive de construction de ce type de bâtiment agricole.

Développement du modèle de la «grange du gouvernement»

En 1923, le ministère de l'Agriculture publie un premier guide qui formule des recommandations telles que la standardisation de la production et de la transformation, afin d'aider les agriculteurs à réaliser des constructions plus rentables. Plusieurs éléments techniques y sont illustrés, tels que les types de mangeoires, la ventilation, comment bien couler le béton, etc. Ce guide recommande notamment d'opter pour le type architectural de la grange-étable à toit à dos d'âne pour des raisons d'économie, de commodités et de climat. Ce modèle est tellement mis de l'avant qu'encore aujourd'hui certains cultivateurs de la région y réfèrent comme étant « la grange du gouvernement »⁵⁹.

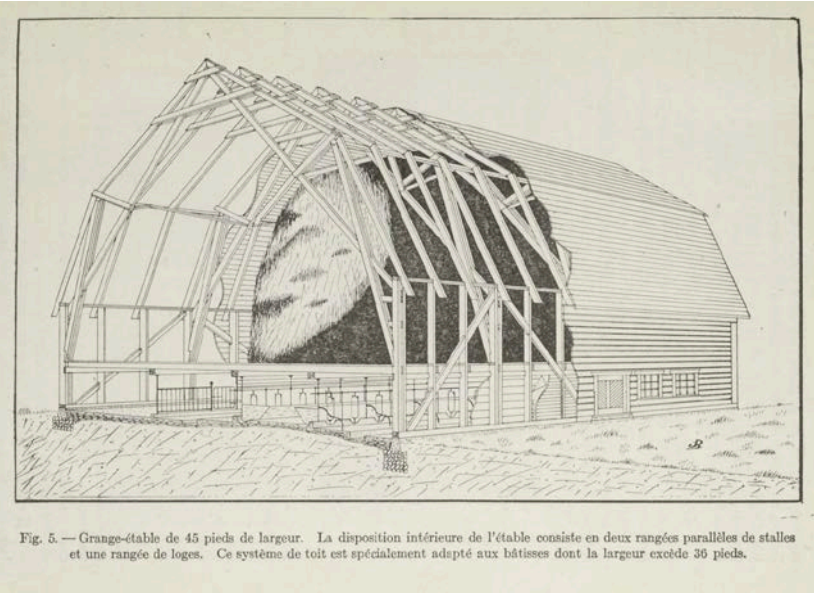
Par les recommandations mentionnées dans le Guide, le Ministère vise à répondre aux enjeux des anciennes granges qui sont considérées comme étant :

- trop basses,
- trop encombrantes,
- trop obscures,
- mal ventilées,
- construites sur de mauvais pontages⁶⁰.

Parmi les améliorations proposées, on retire les colonnes à l'intérieur du bâtiment. Il devient alors possible d'y faire entrer de la machinerie, ce qui permet notamment de faciliter l'entreposage du foin au fenil.

Un autre aspect intéressant promu par ce guide est le « Tout sous un même toit », c'est-à-dire que si l'agriculteur a l'opportunité de rénover l'ensemble de ses bâtiments, ce dernier devrait miser sur le regroupement de ses activités au sein d'un même bâtiment. Par exemple, il peut s'agir de réunir l'étable, l'écurie, la porcherie, la chambre d'alimentation, la grainerie, le silo, la remise à fumier, etc. sans nécessairement construire un nouveau bâtiment. Le Ministère recommande également quelques techniques de « remodelage » pour agrandir des bâtiments existants⁶¹.

Bien que le design de ce modèle date des années 1920, celui-ci est construit sur le territoire des Basques durant les années 1940 jusque dans les années 1950 (voir page suivante), ce qui coïncide avec le programme du Crédit Agricole développé sous le gouvernement de Maurice Duplessis ainsi qu'une restructuration majeure de l'agriculture au Québec.



- ↑ Page couverture du *Guide Construction de ferme* du ministère de l'Agriculture de la province de Québec, Service de la grande culture.
- Axonométrie de la structure d'une grange-étable tiré du *Guide Construction de ferme* du ministère de l'Agriculture de la province de Québec, Service de la grande culture. Page 13.
- Construction d'une grange-étable en 1942 chez Lionel Parent, dans le 2^e Rang Est de Notre-Dame-des-Neiges. Photographie de Colette Belzile.



- ↑ L'année de construction «1956» est inscrite sur la lucarne de la porte de la grange-étable située sur la rue Bastille à Saint-Jean-de-Dieu. Enclume, 2024.
- Vue rapprochée sur l'année de construction de la grange-étable située sur la rue Bastille à Saint-Jean-de-Dieu (photo de gauche). Enclume, 2024.



- ↑ L'année de construction «1951» est inscrite sur la lucarne de la porte de la grange-étable située au 605, 3^e Rang de Saint-Mathieu-de-Rioux. Enclume, 2024.
- ↑ L'année de construction «1943» est inscrite sur la lucarne de la porte de la grange-étable située au 717, 3^e Rang de Saint-Mathieu-de-Rioux. Enclume, 2024.
- ← L'année de construction «1957» est inscrite sur la lucarne de la porte de la grange-étable située à Saint-Clément. Enclume, 2024.

Parmi les différents bâtiments agricoles que le Guide vise à moderniser se trouve le caveau à légume. La modernisation proposée s’appuie sur un modèle présent dans la région. En effet, selon ce guide :

« Les producteurs de patates des districts de Rimouski et de Matane conservent généralement leur récolte dans des caveaux souterrains du genre de celui qui est illustré par la fig.41 (photographie ci-contre). Ce mode de conservation peut également s’appliquer aux racines et à diverses espèces de légumes. »⁶².

Cependant, cette culture bat de l’aile dès la fin des années 1930. Bien que ces caveaux répondaient au besoin d’entreposage et de conservation d’une variété de légumes, il est probable que les petits caveaux à légumes domestiques construits au courant du premier quart de siècle aient été délaissés, démolis ou remblayés. La réalisation du pré-inventaire a permis de relever quelques bâtiments qui pourraient s’apparenter à d’anciens caveaux à légumes. Toutefois, une enquête orale auprès de la population permettrait de confirmer leur usage ancien et actuel.

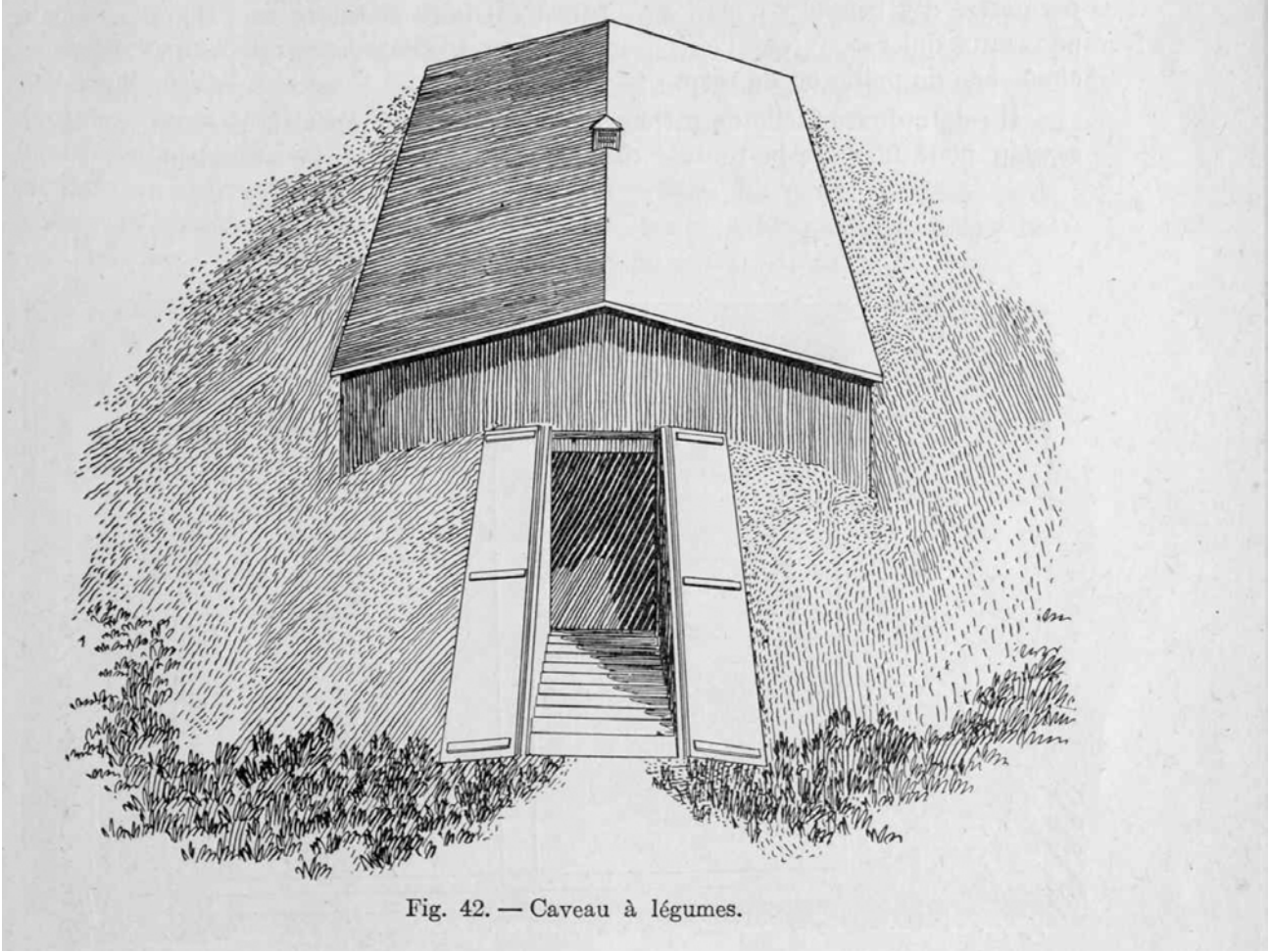
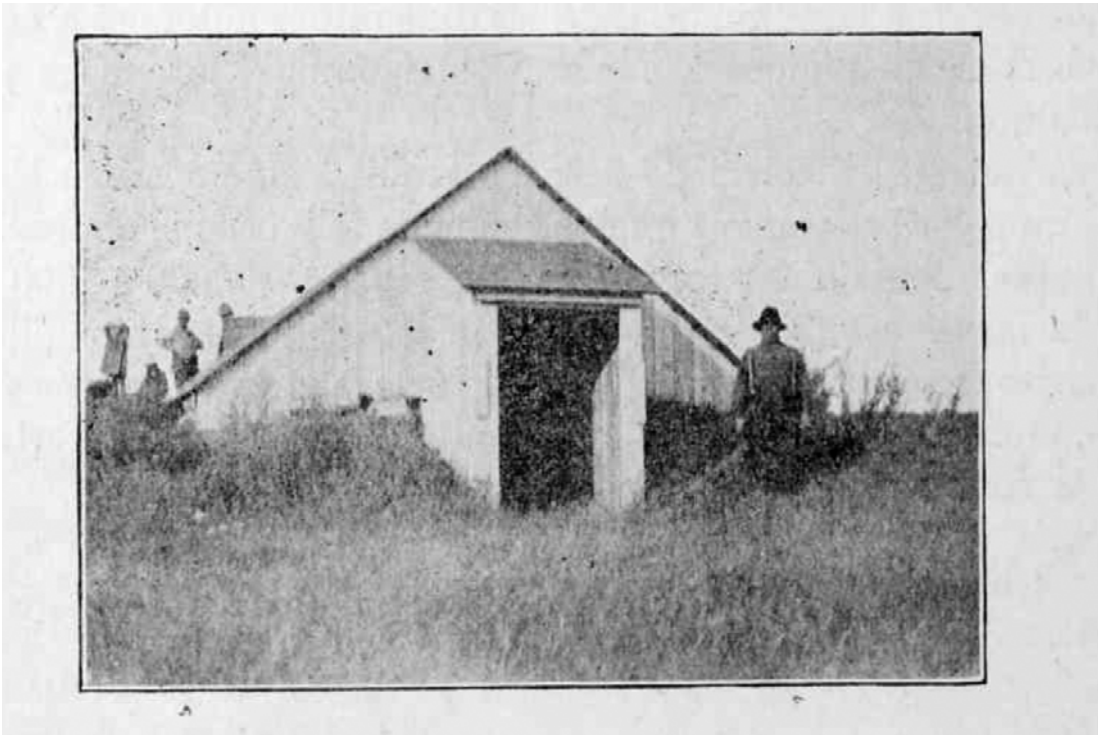


Fig. 42. — Caveau à légumes.



↑ La récolte de patates du petit Louis à la ferme de Théophile Théberge à Saint-Simon. Concours du mérite agricole. 1964. Archives de Guylaine Rioux et Louis Théberge.

↖ Perspective d’un caveau à légumes type tiré du *Guide Construction de ferme* du ministère de l’Agriculture de la province de Québec, Service de la grande culture. Page 71.

↖ Photographie d’un caveau à légumes type tiré du *Guide Construction de ferme* du ministère de l’Agriculture de la province de Québec, Service de la grande culture. Page 70.

L'après-guerre et la spécialisation des productions

Lorsque les cultivateurs européens se relèvent au lendemain de la Deuxième Guerre mondiale, le Québec se retrouve avec un surplus de production accompagné d'une chute drastique des prix. Les cultivateurs sont donc à la merci des quelques acheteurs dans un marché devenu hyper compétitif. Cette réalité pousse plusieurs familles à abandonner les campagnes pour trouver des revenus plus stables.

Parallèlement, grâce aux efforts entamés en 1945 par la mise sur pied de l'Office de l'électrification rurale, la plupart des ensembles agricoles ruraux sont électrifiés au courant des années 1950. Alors qu'en 1951 c'est moins de la moitié des fermes, en moyenne, qui sont électrifiées, ce pourcentage atteint 98,5 % dix ans plus tard⁶³. Pour sa part, le programme du Crédit Agricole pour l'amélioration des fermes est toujours actif, encourageant la construction ou la rénovation des granges de la région. L'observation de photographies anciennes datant de 1954 permet de constater la concrétisation de ce chantier d'électrification et d'érection de nombreuses granges correspondant au modèle du gouvernement proposé 30 ans plus tôt.

Ces améliorations ne suffisent cependant pas à répondre à la crise agricole. En 1951, l'Union nationale met en place la Commission Héon afin d'«étudier les problèmes relatifs à la production, vente, distribution des produits agricoles et à la protection des agriculteurs et consommateurs»⁶⁴. La Commission révèle entre autres que quelques acheteurs contrôlent non seulement le prix et les conditions de paiements, mais imposent également des conditions de la ferme à l'usine, sur le poids et le transport des produits. De plus, les producteurs québécois sont moins efficaces que leurs voisins ontariens. Finalement, le Rapport Héon propose la *Loi sur la mise en marché des produits agricoles*, qui sera accompagnée par la Régie des marchés agricoles du Québec. Ces mesures étaient déjà demandées depuis 1944 par l'Union catholique des cultivateurs (UCC)⁶⁵, une coopérative fédérée fondée au lendemain de la Première Guerre mondiale et qui deviendra

l'Union des producteurs agricoles (UPA) en 1972. L'importance d'une mise en marché mieux organisée, l'établissement de plans conjoints et l'accroissement des échanges commerciaux avec les autres provinces canadiennes et avec le reste du monde sont les points mis de l'avant.

Il est donc décidé de miser sur la spécialisation et l'intensification de l'industrialisation agroalimentaire. Cette approche vise ainsi la standardisation du produit et priorise le rendement. Les conséquences sont frappantes : sur le territoire québécois, 100 000 fermes jugées comme peu adaptées au commerce sont alors fermées au profit des 40 000 fermes les plus productives⁶⁶. En effet, face aux investissements importants nécessaires pour répondre aux nouvelles règles phytosanitaires et à la modernisation des équipements, plusieurs agriculteurs font face à un choix : investir ou abandonner.

C'est également dans le rapport de la Commission Héon que des recommandations sont formulées afin d'encourager le développement de l'industrie acéricole :

«Voilà une production où nous n'avons pas à redouter la concurrence, et dont l'avenir est prometteur. De 30 000 000 d'érables qui peuvent être entaillés, seulement 13-15 millions le sont actuellement et le Comité recommande spécifiquement l'expansion rationnelle de ces productions [...] Au surplus, les productions actuelles qui sont d'une qualité bien supérieure à ce qu'elles étaient, trouvent aisément preneur à des prix fort intéressants pour nos exploitants : la production est nettement insuffisante pour répondre à la demande et une expansion mesurée se justifie pleinement.»⁶⁷



Partie de sucre à la cabane des D'Amours dans les années 1950 à Saint-Mathieu-de-Rioux. Photographie de Alcide D'Amours.

Le temps des sucres, un patrimoine bien vivant

L'importance de l'acériculture se lit dans plusieurs monographies de paroisses et dans le paysage forestier des Basques. Dans *Sainte-Rita se raconte...*, Sylvie Michaud liste les cabanes à sucre et leur nombre d'entaillages et les localise. Au moment où l'ouvrage est rédigé, soit en 1992, on compte près de 90 000 entaillages et 20 cabanes à sucre⁹⁵. En 1937, on compte 50 érablières en activité à Saint-Mathieu qui produisent 50 % de la production de sucre et de sirop d'érable du comté de Rimouski. En 1977, on estime le nombre d'érablières à 30 et en 2015, à 24. En 2010, les plus grands producteurs agricoles à Saint-Mathieu seraient des acériculteurs⁹⁶. Au fil du temps, le nombre de cabanes à sucre diminue, les bâtiments augmentent en volume et le nombre d'entaillages et de production s'accroît. Comme les fermes, le milieu acéricole se modernise et s'industrialise peu à peu, passant d'une production destinée à la consommation familiale et locale à une production commerciale et industrielle.



← Sur cette photographie aérienne de 1954 prise à Saint-Éloi, on remarque la présence des poteaux électriques ainsi que la présence d'un tracteur devant la grange. Cette dernière présente d'autres particularités mentionnées précédemment, soit la présence d'un garage et d'un pont menant au fenil, ainsi qu'une implantation parallèle à la topographie plutôt qu'à la rue.



- ↑ Électrification des rangs. Photographie de la ferme de Léo Deschênes à Sainte-Rita. Ordre du Mérite du défricheur Édition 1958. Fonds ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation — Archives nationales à Québec 1958.
- ↵ Troupeau de vaches laitières au champs chez Lucien Rioux à Saint-Simon. Photographie de Omere Beaudoin. Fond du ministère de la Culture et des Communication. Office du film du Québec. BAnQ Québec. 1954.
- ↵ Exemple de ce que constituait à l'époque une laiterie moderne. Institut Chanoine Beaudet à Saint-Pascal, dans le comté de Kamouraska, au Bas-Saint-Laurent. Photographie de Omer Beaudoin. Fond du ministère de la Culture et des Communication. Office du film du Québec. BAnQ Québec. 1952.

Impacts des nouvelles politiques sur les pratiques agricoles

La visite terrain visant à relever les principaux témoins bâtis du patrimoine agricole de la région des Basques réalisée à l’automne 2024 a permis de constater que de nombreuses granges-étables semblent être directement inspirées par le modèle promu par le guide du ministère de 1923. Cependant, le modèle est adopté dans la région entre 1940 et 1950, au moment où les rangs s’électrifient peu à peu, permettant d’introduire de nouvelles technologies sur les fermes et de construire des bâtiments répondant mieux à ces innovations. Les programmes financiers en place facilitent cette transition vers la modernité. Avec ces nouvelles granges semblent se dessiner peu à peu certaines particularités régionales : on observe une forte tendance aux ponts d’accès et ceux-ci sont souvent accompagnés d’une lucarne au-dessus des portes menant au fenil⁶⁸.

Les nouveaux objectifs de rentabilité combinés aux difficultés à maintenir des activités agricoles de subsistance satisfaisantes dans les rangs des plateaux entraînent la fermeture de certains rangs, notamment les rangs 7 et 8 de Sainte-Françoise et de Sainte-Rita, forçant certaines familles à déménager ou vendre leurs maisons et ensembles agricoles. La mémoire vivante des aînés de la région de même que les paysages en sont encore marqués : « Il y a eu beaucoup de découragement, de blessures du passé dans ces rangs-là »⁶⁹. Peu de monographies de paroisses des Basques font état des terres agricoles expropriées dans les années 1960 et 1970 à la suite des études du Bureau d’aménagement de l’Est-du-Québec (BAEQ) et des recommandations formulées. Pourtant, un important mouvement de population s’en est suivi et plusieurs plantations d’épinettes ont peu à peu remplacé les anciennes terres agricoles. Parmi les rangs et hameaux qui ont fermés ou qui ont presque disparu, il y a le hameau de Notre-Dame-des-Bois⁷⁰, à Saint-Médard, de même que, entre autres, les 4^e et 5^e rangs de Saint-Mathieu-de-Rioux. La perte d’accès aux programmes agricoles du ministère pour les habitants des rangs visés et les incitations financières à démolir et se reloger ailleurs ont contribué au départ de plusieurs habitants⁷¹.

De ces pressions sur la population et sur le territoire a découlé un changement de paysage, la démolition de plusieurs bâtiments (dont agricoles) et le déménagement de milliers de personnes. Selon Martin Gagnon, coordonnateur du Centre de Mise en Valeur des Opérations Dignité, ce sont plus de 21 000 personnes qui ont été expropriées des terres du Bas-Saint-Laurent et de la Gaspésie à la fin des années 1960 et des années 1970, à la suite des travaux du BAEQ. Plusieurs granges ont été brûlées.

Les travaux du chômage y ont contribué⁷². Selon M. Gagnon, ces événements ont concouru au fil des ans à l’exode de centaines de milliers de jeunes adultes bas-laurentiens et gaspésiens⁷³.



- ↑ Grange-étable munie d’un pont d’accès surmonté d’une lucarne, une particularité régionale. Cette lucarne est de type « dos d’âne » avec renvois d’eau. Située au 569, 8e Rang de Sainte-Françoise. Enclume 2024.
- ↑ Troupeau de vaches laitières et grange-étable d’Amédé Malenfant située à Sainte-Rita. Ordre du Mérite du défricheur Édition 1958. Fonds ministère de l’Agriculture, des Pêcheries et de l’Alimentation — Archives nationales à Québec 1958.
- ↑ Ferme et résidence de la famille d’Amédé Malenfant située à Sainte-Rita. Ordre du Mérite du défricheur Édition 1958. Fonds ministère de l’Agriculture, des Pêcheries et de l’Alimentation — Archives nationales à Québec 1958.
- ↩ Ferme et résidence de la famille d’Adélarde Malenfant située à Sainte-Françoise. 1954, Point du Jour Aviation, BANQ Montréal.
- ← Ferme et résidence de la famille de Joséphat Malenfant située à Sainte-Rita. Ordre du Mérite du défricheur Édition 1958. Fonds ministère de l’Agriculture, des Pêcheries et de l’Alimentation — Archives nationales à Québec 1958.

Dans la production laitière, qui domine le paysage agroalimentaire du littoral dans les Basques, ces décisions se traduisent ainsi : la spécialisation nécessite de passer d’une production de lait de transformation (beurre, fromage, etc.) à une production de lait nature (lait liquide pour consommation, crème). Pour devenir une production de lait nature, il faut être en mesure de produire du lait à l’année. Jusqu’alors, la plupart des producteurs récoltent les surplus de lait de leur vache à partir de leur entrée en pâturage au printemps jusqu’à leur retour en étable à la fin de l’automne. L’hiver, les bêtes sont « taries »⁷⁴, et leurs besoins nutritifs sont moins élevés. Il est en effet très exigeant de nourrir une vache suffisamment durant l’hiver puisque cela nécessite d’entreposer une bonne quantité et une bonne qualité de fourrage, ce qui est possible par la pratique de l’ensilage⁷⁵.

Bien que la technologie des silos verticaux en bois pour ensiler le fourrage existe au Québec à partir des années 1880⁷⁶, les cultivateurs de la région ne l’ont pas adopté avant longtemps. Il faut rappeler que ces silos ne sont pas essentiels à la production de lait de transformation, production majoritaire dans le Bas-Saint-Laurent avant les années 1950⁷⁷. L’adoption tardive des silos verticaux peut aussi s’expliquer par le travail physique exigeant qu’implique leur remplissage. Ainsi, la charge de travail supplémentaire qui s’ajoute aux travaux quotidiens d’une ferme encore jeune et diversifiée explique sans doute la quasi-absence de ces silos sur le territoire, tel qu’en témoigne la consultation des séries de photographies d’archives du Point du jour de 1954⁷⁸ et de 1978⁷⁹. Ceux-ci apparaissent graduellement dans le paysage vers la fin des années 1970.

La volonté politique de moderniser et de spécialiser les productions agricoles va encourager les producteurs à alimenter adéquatement leurs vaches pour soutenir leur période de lactation à l’année longue, nécessitant des silos verticaux. En parallèle, les technologies s’améliorent, et des silos en blocs de béton préfabriqués retenus par des cerclages de fer font graduellement leur apparition dans le paysage. Il s’agit de très haute tour couronnée de dôme en tôle soutenue par une assise de béton et équipée des mécanismes automatisés nécessaires pour en faciliter la manutention.

Un autre ajout architectural aux productions laitières sera le renouvellement de la laiterie. Afin de répondre aux nouvelles exigences sanitaires qui visent à assurer la qualité du lait, les producteurs doivent se munir d’une annexe à leur étable. Celle-ci renferme un réservoir en vrac réfrigéré duquel les camions-citernes viennent tirer le lait pour le transporter à l’usine. Il s’agit généralement de petits bâtiments d’un étage, contigus à l’étable et situés à l’avant.



- ↑ On observe ici le volume type de la grange-étable construite au courant des années 1940 et 1950. Plusieurs volumes contemporains l’accompagnent, notamment deux silos verticaux de béton et une annexe avant qui accueille la laiterie moderne. Située au 57, 2^e Rang Ouest de Saint-Éloi. Enclume 2024.
- ↑ Exemple d’un réservoir en vrac réfrigéré qui sert à entreposer le lait au frais. Photographie de Jules Rochon. *Reportage sur une industrie latière dans le Bas-Saint-Laurent*. Fond ministère de la Culture et des Communications. BanQ Québec. 1969.
- ↩ La consultation des photographies anciennes permet d’identifier qu’il s’agit ici de l’un des premiers exemples de silos verticaux sur le territoire des Basques. Également, à l’arrière, un convoyeur à fumier qui permet de sortir plus facilement et rapidement le fumier des animaux. Cette ferme se situait au 469, 132 Ouest à Saint-Simon. La ferme et la maison associée furent remplacées par des bâtiments contemporains. Tiré de la *Couverture aérienne* réalisée dans le cadre du macro-inventaire du comté de Rimouski. Fonds ministère de la Culture et des Communications. BANQ Québec. 1977. E6, S8, SS2, SSS55, D2, P30.

Évolution de l'implantation de la grange-étable

Selon les observations tirées du macro-inventaire de 1977 réalisé dans le comté de Rimouski, il est indiqué que l'implantation de ces « granges du gouvernement » se distingue de celles des autres bâtiments, habituellement parallèle au chemin⁸⁰. Afin de tirer pleinement parti de la topographie existante et d'accéder plus facilement au 2^e étage, de nombreuses granges-étables sont disposées perpendiculairement à la pente, et donc dans un angle inhabituel par rapport à la route. Cette implantation est surtout observable sur le plateau, c'est-à-dire dans les municipalités de l'arrière-pays.



- ↑ Grange-étable à toit à deux versants avec pont d'accès tirant profit de la topographie du site. Située au 81 rue Principale à Saint-Médard. Enclume 2024.
- Page extraite de l'étude du macro-inventaire de 1977 démontrant l'orientation de l'implantation des « granges du gouvernement ».
- Cette grange-étable possède un pont d'accès qui tire profit de la topographie du site. Située au 133, route 132 à Notre-Dame-des-Neiges.

Mécanisation des pratiques agricoles

Graduellement, on observe de plus en plus le phénomène de la mécanisation des pratiques agricoles sur le territoire bas-laurentien. En 1951, c’est plus de 2000 tracteurs qui sillonnent les champs. Les tracteurs de cette époque demeurent cependant de petite taille, ne nécessitant pas d’importantes modifications sur l’architecture agricole déjà proposée. C’est également vers les années 1950 que la moissonneuse-batteuse est adoptée au Québec, bien que différents modèles soient développés chez nos voisins du sud dès la fin du 19^e siècle⁸¹. Il s’agissait d’abord de moissonneuses-batteuses traînées par des animaux, puis autopropulsées par des moteurs. Finalement, bien que la machinerie soit de plus en plus grosse, c’est à partir des années 1980 que sa taille aura un réel impact sur les accès (taille et position) aux granges, incitant ainsi à la construction de bâtiments dédiés.

L’intégration d’une diversité d’innovations technologiques aux pratiques agricoles de plus en plus industrialisées ont éventuellement rendues les anciens modèles de granges-étables obsolètes, il s’agit par exemple des convoyeurs, des trapeuses mécaniques, de l’amélioration des systèmes de ventilation, des mangeoires automatiques, de l’arrivée des silos à ensilage vertical ou horizontal, de la machinerie agricole de plus en plus volumineuse, etc. Ainsi, durant les années 1970 et 1980, les anciennes granges font graduellement place à de nouveaux bâtiments agricoles. Certaines sont remplacées, d’autres abandonnées et d’autres sont intégrées à des ensembles agricoles de plus en plus étendus.



➤ La photographie représente une ancienne moissonneuse tirée par un tracteur. Photographie prise par J.-Gérard Lacombe vers 1948. Fonds J.-Gérard Lacombe.BAnQ Rimouski. P24, S4, D145, P8.

→ Les foin se mécanisent. Denise et Louis-Philippe Rioux. 1^{er} Rang Est de Trois-Pistoles. Source : SHGTP

→ Un agriculteur et son tracteur devant un champ labouré. *Reportage sur une industrie latière dans le Bas-Saint-Laurent*. Fond ministère de la Culture et des Communications. BanQ Québec. 1969.

Modernisation et transformation des produits laitiers

Les activités de transformation n'échappent pas à cette industrialisation de l'agriculture. Vers la fin des années 1950, les coopératives agricoles locales étaient présentes presque partout sur le territoire bas-laurentien. Elles contribuent à cette modernisation et spécialisation de l'agriculture en fournissant des produits d'utilités professionnelles, en opérant des meuneries et des beurreries, en transformant et en revendant à la Coopérative fédérée la majorité du lait industriel régional. Tout comme les fermes de plus en plus grandes, une consolidation se fait alors que les petites laiteries et beurreries sont

graduellement absorbées par les Sociétés de coopératives agricoles, comme le démontre l'achat, entre autres, des beurreries de Trois-Pistoles en 1951⁸², de Saint-Mathieu en 1960, de Saint-Simon en 1964 et de Saint-Éloi en 1970 et 1972⁸³. Aujourd'hui, les témoins bâtis des beurreries et fromageries artisanales, si nombreux au début du 20^e siècle, se comptent sur les doigts d'une main dans Les Basques.



Ancienne beurrerie de M. Alphonse Nicole, Saint-Simon. Le bâtiment a été agrandi par l'arrière et légèrement modifié pour de nouvelles fonctions. MRC Les Basques, 2025

Quant à elle, l'ancienne beurrerie du 2^e Rang de Saint-Éloi possède encore des traces de son histoire. Mise sur pied vers 1920 par un groupe d'agriculteurs de Saint-Éloi et de L'Isle-Verte, cette entreprise fut la dernière beurrerie à fermer ses portes sur le territoire des Basques en 1972⁹⁹.



Bâtiment de l'ancienne beurrerie de Saint-Éloi. Enclume, 2024.



Fromagerie des Basques. Photo de Rémy Bourdillon, parue dans « La fromagerie des Basques, pionnière de l'action climatique au Québec » le 07 octobre 2025.

La fin des petites beurreries et fromageries locales

Monsieur Alphonse Nicole met sur pied la première beurrerie de la région à Saint-Simon en 1883. Après près de 60 ans, la beurrerie familiale est vendue au Syndicat coopératif de Saint-Simon en 1942. En 1950, l'entreprise perd son caractère artisanal et en 1964, elle ferme ses portes. Sa production est rachetée par la Coopérative agricole du Bic, propriétaire de l'usine laitière de Rivière Trois Pistoles⁹⁷. Le bâtiment de l'ancienne beurrerie se trouve toujours à côté de la voie ferrée.

Fromagerie moderne

La transformation laitière est toujours bien présente dans Les Basques et compte depuis 1994 un joueur important sur l'échiquier des fromageries du Québec. La fromagerie des Basques, inaugurée en 1994 par la famille Pettigrew, prend place sur les terres de la ferme familiale, exploitée depuis 1941. Encore aujourd'hui, l'entreprise est toujours en expansion. Elle transforme 4 millions de litres de lait annuellement et accueille des milliers de visiteurs chaque année dans ses installations⁹⁸.

← Coopérative agricole de Trois-Pistoles. 1948. Photographie prise par Paul Boucher. BANQ Québec

Popularité du revêtement de tôle

Un dernier phénomène est digne de mention de par son important impact sur l'architecture et le paysage agricole, bien qu'il va au-delà de la période d'étude. Il s'agit de la montée en popularité de l'usage du revêtement de tôle pour couvrir l'entière des murs d'un bâtiment, parfois jusqu'à en condamner des ouvertures. Il n'est pas clair à quelle époque ce mouvement débute, mais il semble concorder avec l'évolution de l'industrie sidérurgique au Québec. En effet, de 1940 à 1960, cette industrie bénéficie de grandes avancées technologiques permettant de produire un matériau moins coûteux et plus accessible. Elle bénéficie également de l'interventionnisme de l'État des années 1960, dont l'un des objectifs était de contrer les prix compétitifs de l'Ontario dans la production d'acier. On souhaite aussi transformer ici le minerai de fer de la Côte-Nord qui était intégralement exporté aux États-Unis par les entreprises américaines qui en assurent également l'extraction⁸⁴.

En parallèle, certains programmes gouvernementaux, notamment des prêts à faible intérêt, encouragent les agriculteurs à moderniser leurs installations⁸⁵, facilitant du même coût l'adoption de la tôle ondulée. L'utilisation de ce matériau permet ainsi de mieux protéger les bâtiments contre les intempéries, d'augmenter la durabilité des enveloppes, de réduire l'entretien de celles-ci et d'améliorer la protection contre le feu. Certains agriculteurs préfèrent avoir recours aux bardeaux d'asphalte pour rendre le toit de leurs bâtiments ignifuges, mais la tôle devient rapidement le revêtement de prédilection pour les murs extérieurs.

Selon une entrevue tenue avec le préfet de la MRC Les Basques et agriculteur de profession, il semble que la pratique du recouvrement des bâtiments par de la tôle ait pris son envol à partir de la fin des années 1960⁸⁶. Toutefois, la consultation des photos anciennes du Fonds Point de jour Aviation montre que le phénomène du tôleage des toitures est déjà amorcé sur le territoire des Basques dans les années 1950, bien qu'il ne soit pas encore répandu à tous les bâtiments. Les codes et les inscriptions manuscrites que l'on retrouve sur certaines photos sont de bons indicateurs de la couleur et du type de matériau utilisé.

- Ferme de Saint-Clément. La toiture de la grange et de la maison sont tôlees, comme le spécifient les notes sur les photos. P96051, D5-AN-09-10, 1955, Fonds Point du Jour aviation, BANQ Montréal.
- Ferme située au 507, 2^e Rang de Saint-Éloi. P690, S1, D78-0822. 1978. Fonds Point du jour aviation limitée. BANQ Montréal.
- Ancienne porcherie couverte de tôle. Située sur la route de la Station à Saint-Éloi. P690, S1, D78-0822. 1978. Fonds Point du jour aviation limitée. BANQ Montréal.
- Entreprise agricole dont les bâtiments sont majoritairement couverts de tôle. Située au 118 route 132 à Notre-Dame-des-Neiges. Enclume 2024.



De nos jours

De nos jours, le paysage du littoral est toujours dominé par la production laitière, tandis que les érablières dominent les paysages de l’arrière-pays. Les abandons progressifs d’agriculteurs n’ayant pas investi et adapté leurs productions ont ainsi permis aux fermes mieux établies de devenir de plus en plus grandes en absorbant ces plus petits producteurs au courant des années 1980 et 1990.

Selon le portrait agroalimentaire de la MRC des Basques réalisé en 2019⁸⁷, on retrouve 53 productions laitières sur le territoire, suivie de 52 entreprises acéricoles et de 22 entreprises productrices de céréales d’oléagineux et d’oléoprotéagineux. Ces trois secteurs correspondent aux activités de 71 % des entreprises agricoles de la MRC. Par ailleurs, le nombre d’entreprises porcines a doublé de 2010 à 2017, passant à 8, tandis que les revenus provenant de la production bovine sont ceux ayant connu la plus forte décroissance (69 %), suivis par ceux tirés de la vente de fruits et légumes (27 %), avec une diminution du nombre d’entreprises.

Plusieurs témoins bâtis de l’histoire agricole sont encore présents sur le territoire des Basques. Certains sont intégrés à même les entreprises agricoles modernisées avec le temps et font partie d’ensembles agricoles. D’autres demeurent des repères dans le paysage, bien qu’ils ne desservent plus un usage agricole depuis longtemps. Enfin, quelques bâtiments de plus petites tailles ont été utilisés pour une multitude de fonctions à travers les années et ont été modifiés en conséquence. Afin de dresser le portrait de ces témoins encore présents aujourd’hui, le pré-inventaire du patrimoine agricole des Basques a été réalisé en 2025.

→ Entreprise agricole située sur le rang Sainte-Anne à Saint-Clément. Cindy Morin 2024.



1

LÉTOURNEAU, Robert, *Des petites histoires de Trois-Pistoles*, Société d’histoire et de généalogie de Trois-Pistoles, 2011, page 526.

2

TREMBLAY, Sylvie. « Les Rioux », *Cap-aux-Diamants*. Les Éditions Cap-aux-Diamants inc., 2004. (79), 52–52.

3

FORTIN, Jean-Charles. « Le défrichement des terrasses littorales, de 1680 à 1870 », *INRS-Urbanisation, Culture et Société*. 25 septembre 2003. Article d’encyclopédie.

4

Goudreau, Serge. « Les Micmacs au Bas-Saint-Laurent, du 16^e au 19^e siècle », *L’Estuaire*. numéro 75, mai 2015. p. 44-58

5

Ministère des affaires culturelles. Direction générale du patrimoine. *Les Basques — Un aperçu des principaux ensembles et phénomènes à caractère historique, esthétique ou culturel insérables au niveau du schéma d’aménagement*. Québec. Mars 1982. Page 17.

6

DEFFONTAINES, Pierre. *L’homme et l’hiver au Canada*. Paris, 1957. p.31

7

SÉGUIN, Robert-Lionel. *Les granges du Québec du XVII^e au XIX^e siècle*. Ottawa, ministère du Nord canadien et des Ressources nationales, 1963. Page 7

8

FORTIN, Jean-Charles. « Le défrichement des terrasses littorales, de 1680 à 1870 », *INRS-Urbanisation, Culture et Société*. 25 septembre 2003. Article d’encyclopédie.

9

FORTIN, Jean-Charles et Antonio Lechasseur. En collaboration avec Yvan Morin, Fernand Harvey, Jacques Lemay et Yves Tremblay. *Histoire du Bas-Saint-Laurent*. Institut québécois de recherche sur la culture. Presse de l’Université Laval. 1993. Page 273

10

FORTIN, Jean-Charles et Antonio Lechasseur. En collaboration avec Yvan Morin, Fernand Harvey, Jacques Lemay et Yves Tremblay. *Histoire du Bas-Saint-Laurent*. Institut québécois de recherche sur la culture. Presse de l’Université Laval. 1993. Page 276

11

La pêche à la fascine est une technique traditionnelle de pêche utilisant des barrages ou des structures en bois appelées fascines pour piéger les poissons en tirant profit du mouvement des marées pour y diriger les poissons.

12

VOISINE, Rodier. *Pour les 150 ans de Saint-Simon (1828-1978)*. Pages 205-207

13

FDS inc. architecture et design, « Fumoirs patrimoniaux de l’Île Verte. Rapport d’évaluation des conditions existantes », paru dans *Projet No. 5363*, 26 juin 2023. Page 3.

14

Puisqu’il s’agit de petits bâtiments pouvant facilement passer inaperçu dans les cours arrière des maisons, une démarche collaborative avec les habitants serait nécessaire pour arriver à relever les fumoirs encore présent

15

SAINT-PIERRE, Jacques. « La fabrication de machines agricoles », paru sur *Encyclobec*. Consulté le 20 janvier 2025 [En ligne] https://encyclobec.ca/region_projet.php?projetid=143

16

LECHASSEUR, Antonio. « Bertrand, Charles » paru dans le *Dictionnaire biographique du Canada, Volume XII (1891-1900)*. Consulté le 20 janvier 2025. [En ligne] https://www.biographi.ca/fr/bio/bertrand_charles_12F.html

17

FORTIN, Jean-Charles et Antonio Lechasseur. En collaboration avec Yvan Morin, Fernand Harvey, Jacques Lemay et Yves Tremblay. *Histoire du Bas-Saint-Laurent*. 1993. Institut québécois de recherche sur la culture. Presse de l’Université Laval. p.275

18

FORTIN, Jean-Charles et Antonio Lechasseur. En collaboration avec Yvan Morin, Fernand Harvey, Jacques Lemay et Yves Tremblay. *Histoire du Bas-Saint-Laurent*. 1993. Institut québécois de recherche sur la culture. Presse de l’Université Laval. Page 275

19

ministère de l’Industrie et du Commerce. *Le Comté de Rivière-du-Loup : inventaire des ressources naturelles et industrielles, 1938*. 1938. BAnQ. Page 48.

20

VOISINE, Rodier. *Pour les 150 ans de Saint-Simon (1828-1978)*, page 151.

21

VOISINE, Rodier. *Pour les 150 ans de Saint-Simon (1828-1978)*, page 152.

22

VOISINE, Rodier. *Pour les 150 ans de Saint-Simon (1828-1978)*, page 153.

23

RIOUX, Emmanuel, dir. *Histoire de Trois-Pistoles 1697-1997*, SHGTP inc. Centre d’édition des Basques. 1997, page 294

24

PLUMPTON, Arthur. « Les bâtiments agricoles au Québec — Partie II. De l’agriculture de subsistance à l’agriculture marchande : 19^e et début du 20^e siècles » APMAQ, le 1er décembre 2014.

25

SÉGUIN, Robert-Lionel. *Les granges du Québec du XVIIe au XIXe siècle*. Ottawa, ministère du Nord canadien et des Ressources nationales, 1963. Page 37

26

SÉGUIN, Robert-Lionel. *Les granges du Québec du XVIIe au XIXe siècle*. Ottawa, ministère du Nord canadien et des Ressources nationales, 1963. Page 50

27

SÉGUIN, Robert-Lionel. *Les granges du Québec du XVIIe au XIXe siècle*. Ottawa, ministère du Nord canadien et des Ressources nationales, 1963. Page 81

28

MARTIN, Julie. « De la grange au four à pain », *Continuité*, no 109, été 2006, p. 45-48.

29

PLUMPTON, Arthur. « Les bâtiments agricoles au Québec — Partie II. De l’agriculture de subsistance à l’agriculture marchande : 19^e et début du 20e siècle. » APMAQ, le 1er décembre 2014.

30

Ministère de la Culture et des Communications du Québec. *Patrimoine agricole bâti du Québec — Guide des types architecturaux*. Octobre 2024.

31

RIOUX, Emmanuel, dir., *Histoire de Trois-Pistoles 1697-1997*, SHGTP inc., Centre d’édition des Basques, 1997, page 63

32

VOISINE, Rodier *Pour les 150 ans de Saint-Simon (1828-1978)*. p. 119

33

VOISINE, Rodier *Pour les 150 ans de Saint-Simon (1828-1978)*. p. 170

34

VOISINE, Rodier. *Pour les 150 ans de Saint-Simon (1828-1978)*. p.180

35

FORTIN, Jean-Charles et Antonio Lechasseur. En collaboration avec Yvan Morin, Fernand Harvey, Jacques Lemay et Yves Tremblay. *Histoire du Bas-Saint-Laurent*. 1993. Institut québécois de recherche sur la culture. Presse de l’Université Laval. pp. 451-452.

36

FORTIN, Jean-Charles et Antonio Lechasseur. En collaboration avec Yvan Morin, Fernand Harvey, Jacques Lemay et Yves Tremblay. *Histoire du Bas-Saint-Laurent*. 1993. Institut québécois de recherche sur la culture. Presse de l’Université Laval. pp. 451-452.

37

FORTIN, Jean-Charles et Antonio Lechasseur. 1993. Pages 454 et 455.

38

SAINSON, Richard. « L’École moyenne d’agriculture de Rimouski ». Chronique parue dans *Le Journal le soir*. Consulté le 10 janvier 2025 [En ligne] <https://journallesoir.ca/2021/05/04/lecole-moyenne-dagriculture-de-rimouski/>

39

entrevue semi-dirigée avec monsieur Bertin Denis, réalisée par Amélie Bière le 29 octobre 2024.

40

FORTIN, Jean-Charles et Antonio Lechasseur. En collaboration avec Yvan Morin, Fernand Harvey, Jacques Lemay et Yves Tremblay. *Histoire du Bas-Saint-Laurent*. 1993. Institut québécois de recherche sur la culture. Presse de l’Université Laval. Page 456.

41

Entretien avec Gaétan Belzile, octobre 2024.

42

Ministère de la Culture et des Communications. Patrimoine agricole bâti du Québec. *Guide des types architecturaux*. 2024. Page 67.

43

Sainte-Françoise, 125 ans d’histoire, Cap-Saint-Ignace, Québec : La Plume d’oie, 1997, page 58.

44

FORTIN, Jean-Charles et Antonio Lechasseur. En collaboration avec Yvan Morin, Fernand Harvey, Jacques Lemay et Yves Tremblay. *Histoire du Bas-Saint-Laurent*. 1993. Institut québécois de recherche sur la culture. Presse de l’Université Laval. Page 448.

45

Recensements statistiques, Canada 1901, 1931.

46

FORTIN, Jean-Charles et Antonio Lechasseur. En collaboration avec Yvan Morin, Fernand Harvey, Jacques Lemay et Yves Tremblay. *Histoire du Bas-Saint-Laurent*. 1993. Institut québécois de recherche sur la culture. Presse de l’Université Laval. Page 449.

47

JEAN, Charles-Édouard, *Saint-Mathieu-de-Rioux raconte son histoire*, La municipalité de Saint-Mathieu-de-Rioux, 2016, p. 185.

48

Ministère de l’Industrie et du Commerce. *Le Comté de Rivière-du-Loup : inventaire des ressources naturelles et industrielles, 1938*. 1938. BAnQ. Page 37-38

49

FORTIN, Jean-Charles et Antonio Lechasseur. En collaboration avec Yvan Morin, Fernand Harvey, Jacques Lemay et Yves Tremblay. *Histoire du Bas-Saint-Laurent*. 1993. Institut québécois de recherche sur la culture. Presse de l’Université Laval. p.444

50

FORTIN, Jean-Charles et Antonio Lechasseur. En collaboration avec Yvan Morin, Fernand Harvey, Jacques Lemay et Yves Tremblay. *Histoire du Bas-Saint-Laurent*. 1993. Institut québécois de recherche sur la culture. Presse de l’Université Laval. p.383.

51

BEAULIEU, Jean-Guy. « L’Est du Québec se rappelle du mouvement de colonisation des années trente », paru dans *Revue d’histoire du Bas-Saint-Laurent*. 1979. Page 17-29.

52

MICHAUD, Sylvie. *Sainte-Rita se raconte*. 1992, pages 15-17.

53

MICHAUD, Sylvie. *Sainte-Rita se raconte*. 1992, pages 38.

54

GAGNON, Jeannine. *D’hier à aujourd’hui, Saint-Médard. 1915-1990*. 1990. page 53.

55

FORTIN, Jean-Charles et Antonio Lechasseur. En collaboration avec Yvan Morin, Fernand Harvey, Jacques Lemay et Yves Tremblay. *Histoire du Bas-Saint-Laurent*. 1993. Institut québécois de recherche sur la culture. Presse de l’Université Laval. Page 467

56

Gouvernement du Québec. Le Crédit Agricole au Québec. *Rapport de la commission royale d’enquête sur l’agriculture au Québec*. 1967. Page 11

57

Gouvernement du Québec. *Le Crédit Agricole au Québec. Rapport de la commission royale d’enquête sur l’agriculture au Québec*. 1967. Page 11

58

Gouvernement du Québec. *Le Crédit Agricole au Québec. Rapport de la commission royale d’enquête sur l’agriculture au Québec*. 1967. Page 15

59

Entrevue semi-dirigée avec monsieur Bertin Denis, réalisée par Amélie Bière le 29 octobre 2024.

60

ROY, L. Philippe. *Constructions de ferme*. Québec. Ministère de l’Agriculture de la province de Québec, Service de la grande culture, 1923. Page 89.

61

ROY, L. Philippe. *Constructions de ferme*. Pages 9 à 10

62

ROY, L. Philippe. *Constructions de ferme*. Page 70

63

FORTIN, Jean-Charles et Antonio Lechasseur. En collaboration avec Yvan Morin, Fernand Harvey, Jacques Lemay et Yves Tremblay. *Histoire du Bas-Saint-Laurent*. 1993. Institut québécois de recherche sur la culture. Presse de l’Université Laval. Page 503

64

Commission Héon. *Rapport du comité d’enquête pour la protection des Agriculteurs et des Consommateurs : (15-16 Geo. VI, Ch. 7 et amendements)*. Québec, 1955. Archivé à Bibliothèque et Archives nationales du Québec. p.11

65

L’Union des producteurs agricoles. « Au fil des saisons : un siècle d’agriculture au Québec face aux vents de l’Histoire », paru dans *La Terre de Chez nous* le 12 avril 2024. Consulté le 12 février 2025. [En ligne] <https://www.laterre.ca/actualites/syndicalisme/au-fil-des-saisons-un-siecle-dagriculture-au-quebec-face-aux-vents-de-lhistoire/>

66

L’Union des producteurs agricoles. « Au fil des saisons : un siècle d’agriculture au Québec face aux vents de l’Histoire », paru dans *La Terre de Chez nous* le 12 avril 2024.

67

Commission Héon. *Rapport du comité d’enquête pour la protection des Agriculteurs et des Consommateurs : (15-16 Geo. VI, Ch. 7 et amendements)*. Québec, 1955. Archivé à Bibliothèque et Archives nationales du Québec. p.157-158

68

Selon le guide du Gouvernement du Québec Patrimoine bâti du Québec. *Guide des types architecturaux*, 2024, page 15, la partie couverte du pont d’accès, qui prend souvent la forme d’une lucarne, se nomme garnaud.

69

Entrevue semi-dirigée avec monsieur Bertin Denis, réalisée par Amélie Bière le 29 octobre 2024.

70

Entretien téléphonique avec monsieur Martin Gagnon, coordonnateur du Centre de mise en valeur des Opérations Dignités, réalisé par Amélie Brière le 5 février 2025

71

JEAN, Charles-Édouard. *Saint-Mathieu-de-Rioux raconte son histoire*. La municipalité de Saint-Mathieu-de-Rioux, 2016, page 67

72

Entretien téléphonique avec monsieur Serge Rioux, historien local de Saint-Jean-de-Dieu, réalisée par Amélie Bière le 11 décembre 2024

73

Entretien téléphonique avec monsieur Martin Gagnon, réalisé par Amélie Brière le 5 février 2025.

74

C’est-à-dire que la période de lactation est terminée et que la vache ne produira plus jusqu’à son prochain vêlage (mise à bas du veau).

75

Entrevue semi-dirigée avec monsieur René Roy, agro-économiste spécialisé en production laitière, réalisée par Ève Renaud-Roy le 15 février 2025.

76

Ministère de la Culture et des Communications du Québec. *Patrimoine agricole bâti du Québec — Guide des types architecturaux*. Octobre 2024. p.58

77

L’article de Saint-Pierre aborde le cas des fermes de la Côte-du-Sud, région qui partage plusieurs affinités avec la région des Basques, notamment une dominance de beurreries dans la première moitié du 20^e siècle. Saint-Pierre, Jacques. *Les fermes sudcôtoises de 1880 à 1940*. Encyclobec. [En ligne] https://encyclobec.ca/region_projet.php?projetid=146 Consulté le 2 avril 2025.

78

Fonds Point du jour aviation limitée. BAnQ Montréal

79

Fonds Point du jour aviation limitée. BAnQ Montréal

80

MICHAUD, Claude et Robert Côté. Comté de Rimouski — Analyse du paysage architectural : Étude synchronique des lieux - Étude thématique de l’architecture, 1977. BAnQ Québec. Page 19.

81

CLOUTIER-NAUD, Virginie. « La petite histoire... de la moissonneuse-batteuse », paru dans *La Terre de Chez nous*, le 26 août 2024. Consulté le 25 janvier 2025. [En ligne] <https://www.laterre.ca/actualites/jeunesse/la-petite-histoire-de-la-moissonneuse-batteuse/>

82

LÉTOURNEAU, Robert. *Des p’tites histoires de Trois-Pistoles*, SHGTP. 2011. page 427.

83

BÉRUBÉ, Gabriel et le Comité des fêtes du 150^e anniversaire de Saint-Éloi. *Ensemble au gré des saisons, Saint-Éloi, 1848-1998*. Fabrique de Saint-Éloi, Saint-Éloi. 1998. Page 158.

84

DUTRISAC, Robert. « Maîtres chez nous — On souhaitait transformer ici le minerai de fer de la Côte-Nord... » paru dans *Le Devoir*. 10 avril 2010. [En lligne] www.ledevoir.com/economie/286649/maitres-chez-nous-on-souhaitait-transformer-ici-le-minerai-de-fer-de-la-cote-nord

85

Les programmes provinciaux et fédéraux de Crédit Agricole encouragent ce genre de

travaux de modernisation des bâtiments agricoles

86 Entrevue semi-dirigée avec monsieur Bertin Denis, réalisée par Amélie Bière le 29 octobre 2024.

87 Ministère de l’Agriculture, des Pêcheries et de l’Alimentation Direction régionale du Bas-Saint-Laurent. *Portrait agroalimentaire de la MRC des Basques*. 2019. Consulté le 20 janvier 2025. [En ligne] https://cdn-contenu.quebec.ca/cdn-contenu/adm/min/agriculture-pecheries-alimentation/agriculture/industrie-agricole/regions/bas-saint-laurent/ED_portrait_BSL_Basques_MAPAQ.pdf

88 JEAN, Charles-Édouard. *Saint-Mathieu-de-Rioux raconte son histoire, La municipalité de Saint-Mathieu-de-Rioux*. 2016, pages 179-181.

89 RIOUX, Emmanuel, dir. de la Société d’histoire et de généalogie de Trois-Pistoles. *Histoire de Trois-Pistoles 1697-1997*. Centre d’édition des Basques. 1997. p.296.

90 RIOUX, Emmanuel, dir. *Histoire de Trois-Pistoles 1697-1997*. SHGTP inc. Centre d’édition des Basques. 1997.W page 295.

91 Fabrique de Sainte-Françoise. *Sainte-Françoise, 125 ans d’histoire*. Cap-Saint-Ignace, Québec : La Plume d’oie. 1997. Page 69.

92 JEAN, Charles-Édouard. *Saint-Mathieu-de-Rioux raconte son histoire*. La municipalité de Saint-Mathieu-de-Rioux. 2016. Pages 179-181.

93 Site web de la Microbrasserie Le caveau de Trois-Pistoles. <https://caveau3pistoles.com/>. Consulté la dernière fois le 9 mars 2025.

94 Le Courrier de Trois-Pistoles, 16 mars 1992, page A-3

95 MICHAUD, Sylvie. *Sainte-Rita se raconte*. Sainte-Rita, Québec, 1992, page 198.

96 JEAN, Charles-Édouard. *Saint-Mathieu-de-Rioux raconte son histoire*. La municipalité de Saint-Mathieu-de-Rioux, 2016, pages 189-190.

97 VOISINE, Rodier. *Pour les 150 ans de Saint-Simon (1828-1978)*. Pages 167-168. [En ligne] www.st-simon.qc.ca/documents/pdf/2023/livre_150_eme-b.pdf

98 Site web de la Fromagerie des Basques : <https://www.fromageriedesbasques.ca/a-propos/>

99 BÉRUBÉ, Gabriel et le Comité des fêtes du 150^e anniversaire de Saint-Éloi. *Ensemble au gré des saisons, Saint-Éloi, 1848-1998*. Fabrique de Saint-Éloi, Saint-Éloi, 1998,page 158